



Crash de l'avion militaire à Blida

## Prière de l'absent à la mémoire des victimes

La prière de l'absent a été accomplie, hier, à travers toutes les mosquées du pays suite au crash de l'avion militaire survenu mercredi à Boufarik (Blida).

Page 2

Prix du pétrole

## Le Brent à plus de 72 dollars

Page 6

Annoncées par le gouvernement

# Des mesures pour parachever des milliers de logements

Le gouvernement compte prendre à bras le corps des dossiers à problèmes qui suscitent polémique et mécontentement parmi la population. Des mesures viennent d'être annoncées pour aller de l'avant dans la réalisation des logements ainsi que le règlement de la pénurie de lait qui perdure depuis plusieurs mois.

Page 3



Rencontre entre le ministre de l'Intérieur et les walis

## Des consignes pour réussir la rentrée

Page 4



Demi-finale de la Coupe d'Algérie

## La Mekera pour une place au soleil

L'USM Bel Abbès affrontera cet après-midi le petit poucet du RC Zaoui, club appartenant à la wilaya de Blida, pour le compte des demi-finales de la Coupe d'Algérie et qui se joue au stade du 24 Février de Sidi Bel Abbès.

Page 18

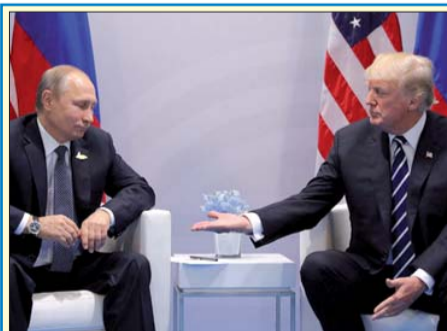
Syrie

## Le risque d'un clash entre Russes et Américains fait frémir

pour le groupe de pression conservateur Foundation for Defense of Democracies. Si aucun observateur sérieux ne pense que Washington et Moscou cherchent sciemment l'affrontement direct après l'attaque chimique présumée de Douma, près de Damas, imputée au régime syrien par les Occidentaux, la toile complexe de la guerre civile en Syrie cristallise les intérêts antagonistes de plusieurs puissances mondiales. La présence militaire des Etats-Unis et de la Russie sur le terrain s'inscrit en outre sur fond de vives tensions entre les deux anciens ennemis de la Guerre froide. Expulsions de dizaines

de diplomates, lourdes sanctions : les relations ont déjà été bien entamées, notamment par l'affaire de l'ex-espion Sergueï Skripal empoisonné en Angleterre et les accusations d'une ingérence russe dans la campagne présidentielle américaine de 2016. Dans ce contexte explosif, la moindre erreur de calcul pourrait s'avérer fatidique. «La priorité est d'éviter le danger d'une guerre», a reconnu jeudi l'ambassadeur russe à l'ONU, Vassily Nebenzia. Une guerre entre les Etats-Unis et la Russie ? «Nous ne pouvons exclure aucune possibilité», s'est-il borné à répondre.

Page 9



Jusqu'ici impensable, le risque d'une confrontation militaire entre la Russie et les Etats-Unis n'a jamais semblé aussi élevé depuis la Guerre froide, avec la menace de Donald Trump de bombarder le régime de Damas, soutenu à bout de bras par l'armée russe.

«Je ne pense pas que nous soyons au niveau de la crise des missiles cubains, mais on s'en rapproche sacrément», souligne Boris Zilberman, expert de la Russie





Crash de l'avion militaire à Blida

# Prière de l'absent à la mémoire des victimes

La prière de l'absent a été accomplie hier à travers toutes les mosquées du pays suite au crash de l'avion militaire survenu mercredi à Boufarik (Blida).



**S**uite à cette tragédie qui a fait 257 morts, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika a donné des instructions pour accomplir la prière de l'absent juste après la prière de vendredi, à la mémoire des victimes. Aussi, le Président Bouteflika, a décrété mercredi, un deuil national de trois jours.

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a reçu des messages de condoléances de souverains et de chefs d'Etat de plusieurs pays, qui ont exprimé leur solidarité et leur compassion avec l'Algérie.

Dans son message de condoléances, le roi du Maroc, Mohammed VI, a exprimé au Président Bouteflika et, «à tra-

vers lui, aux familles des victimes et au peuple algérien frère, ses vives condoléances et ses sincères sentiments de compassion», implorant «le Très-Haut d'entourer les victimes de Sa Sainte Miséricorde, de les accueillir en Son Vaste Paradis et d'accorder patience et réconfort à leurs familles».

Suite à ce crash, qui a fait 257 morts dont 10 membres de l'équipage, le Président de la République a également reçu des messages de condoléances de la reine du Royaume-Uni, Elizabeth II, du roi d'Espagne, Philippe IV, du roi de Jordanie, Abdallah II Ibn Hussein, de l'émir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, et de l'émir du Koweït, cheikh Sabah al-Ahmad Al-Sabah.

D'autres messages de condoléances émanent aussi de chefs d'Etat de la Chine, Xi Jinping, du Tchad, Idris Deby Itni, du Tadjikistan, Imam Ali Rahman, de l'Ouzbékistan, Shavkat Mirziyoyev, de Serbie, Aleksander Vucic, du Nicaragua, Daniel Ortega Saavedra, de Fayaz Saradj, président du Conseil présidentiel du gouvernement d'entente nationale de Libye, du président de la République de Corée, Moon Jae-In et de la présidente croate, Mme Kolinda Grabar-Kitarovic.

Les présidents roumain, Klaus Werner Iohannis, de la Guinée Bissau, José Mario Faz, du Mali Ibrahim Boubacar Keita, du Venezuela, Nicolas Maduro, et la Chancelière allemande, Angela Merkel ont éga-

lement envoyé des messages de condoléances au Président Bouteflika.

Ces messages de condoléances émanent également de Filip Vujanovic, président du Monténégro, de Serge Sargsian, président de l'Arménie, d'Alexandre Loukachenko, président de la Biélorussie, de Denis Sassou-Nguesso, président du Congo, d'Alain Berset, président de la Suisse et de Sooronbay Jeenbekov, président du Kirghizistan.

Le Premier ministre du Royaume du Bahreïn, Khalifa ben Salman Al Khalifa ainsi que les gouvernements syrien et rwandais ont également exprimé leurs condoléances suite à ce crash.

R. N.

## Des hôtels accueillent gratuitement les familles des victimes

La majorité des hôtels de la wilaya de Blida a ouvert ses portes, mercredi, aux familles des victimes du crash de l'avion militaire de Boufarik en leur assurant gîte et couvert à titre gracieux, reflétant, si besoin est, la solidarité légendaire du peuple algérien dans les situations difficiles, a-t-on appris jeudi auprès de la wilaya. Des hôtels privés de Blida assurent, depuis hier mercredi, une prise en charge gratuite de nombreuses familles des victimes du crash de l'avion qui ont convergé en grand nombre vers la ville de Blida, à partir de différentes wilayas du pays, pour s'informer sur le sort de leurs enfants, a ajouté la même source, signalant aussi l'ouverture, par la direction de l'Action sociale de la wilaya (DAS), de deux centres d'hébergement à leur profit. Selon le responsable de la DAS, Hadj Bouchoucha, tous les moyens ont été mobilisés au niveau de l'ancien centre de rééducation des filles de Ben Achour et de la nouvelle école des mal-voyants d'Ouled Aïch, pour la prise en charge des familles des victimes du crash. Des psychologues sont également mobilisés au niveau des sièges de la Gendarmerie nationale, aux fins d'assurer la prise en charge psychologique de ces familles, affluant en grand nombre vers ces structures pour s'informer sur le lieu où se trouvent les dépouilles de leurs enfants.

R. B.

## Le numéro vert 1527 à la disposition des proches des martyrs

Le numéro vert 1527 est mis de façon permanente à la disposition des familles et des proches des martyrs pour leur apporter toutes informations, orientations ou aides psychosociales, à la suite du crash de l'avion militaire survenu mercredi matin à Boufarik (Blida), a indiqué jeudi un communiqué du ministère de la Solidarité nationale.

R. N.

## Ouverture de deux centres de prise en charge des familles des victimes

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia, a annoncé jeudi à Alger, l'ouverture de deux centres relevant du secteur de la solidarité nationale, au niveau de la wilaya de Blida, chargés de la prise en charge des familles des victimes du crash de l'avion militaire à Boufarik. Dans une déclaration, en marge des travaux du Conseil national des personnes handicapées, la ministre a affirmé que «le secteur de la solidarité nationale a mobilisé tous les moyens nécessaires pour la prise en charge des familles des victimes, qui se sont déplacées à Blida pour identifier les corps de leurs proches», ajoutant que «deux centres relevant du secteur ont été ouverts au niveau de la wilaya pour assurer l'accueil et l'hébergement des familles des victimes». «Des instructions ont été données à la direction de l'Action sociale, aux cellules de solidarité et à la société civile pour coordonner leurs actions avec la direction du développement social et les services de wilaya en vue d'intensifier et de renforcer l'action de solidarité au profit des familles des victimes, en leur assurant une prise en charge psychologique à même d'atténuer leur douleur, suite à cette pénible épreuve», a-t-elle poursuivi.

R. T.

Représentations diplomatiques algériennes à l'étranger

## Mise en berne du drapeau national

**L**e ministère des Affaires étrangères a instruit l'ensemble des représentations diplomatiques et consulaires algériennes à l'étranger pour procéder à la mise en berne du drapeau national et à l'ouverture de registres de condoléances suite à la décision du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, de décréter un deuil national de trois jours du fait du crash de l'avion des forces aériennes de l'Armée nationale populaire (ANP), indique un communiqué jeudi du ministère. «Comme suite à la décision de Son Excellence, M. le Président de la République de décréter un deuil national de

trois jours du fait du crash de l'avion des forces aériennes de l'Armée nationale populaire, le ministère des Affaires étrangères a instruit l'ensemble des représentations diplomatiques et consulaires algériennes à l'étranger pour procéder à la mise en berne du drapeau national et à l'ouverture de registres de condoléances», précise la même source. Il a également été procédé à «la mise en berne de l'emblème national et à l'observation d'une minute de silence au siège du ministère lors d'une cérémonie de recueillement à la mémoire des martyrs du devoir national, victimes de cet accident tragique, à laquelle ont pris part l'ensemble

des cadres et fonctionnaires du ministère», souligne le ministère des Affaires étrangères.

A rappeler que le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a reçu mercredi des communications téléphoniques de ses homologues français, tunisien, égyptien, Kenyan et yéménite qui lui ont présenté leurs condoléances suite au crash de l'avion de transport militaire, survenu le jour même à Boufarik (Blida).

Les ministres des Affaires étrangères de ces pays ont assuré M. Messahel de «leur solidarité dans cette douloureuse épreuve».

R. K.

Hôpital de Aïn Naâdja

## Gaïd Salah se recueille à la mémoire des victimes

**L**e général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), s'est rendu jeudi à l'hôpital central de l'armée à Aïn Naâdja (Alger), pour se recueillir à la mémoire des victimes du crash de l'avion de

transport militaire, survenu mercredi à Boufarik (Blida), indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), s'est rendu

l'après-midi du 12 avril 2018, à l'hôpital central de l'Armée à Aïn Naâdja pour assister à la levée de corps et pour réciter la Fatiha à la mémoire des chouchada» et ce, suite aux résultats d'identification des premières victimes, précise le communiqué. Le général de corps d'Armée a également «donné des

instructions portant sur la nécessité de prendre en charge les transferts des corps vers leurs régions d'origine et d'accélérer l'opération d'identification des autres corps, qui est en cours par les services spécialisés», souligne la même source. Suite à ce tragique accident qui a frappé la nation causant

la perte d'un nombre des meilleurs de ses fils, le général de corps d'Armée «présente ses sincères remerciements et exprime toute sa considération pour l'élan de solidarité et les sentiments de compassion dont fait montre le peuple algérien», ajoute le communiqué.

R. N.



Annoncées par le gouvernement

# Des mesures pour le parachèvement des logements

**Le gouvernement compte prendre à bras le corps des dossiers à problèmes qui suscitent polémique et mécontentement parmi la population. Des mesures viennent d'être annoncées pour aller de l'avant dans la réalisation des logements ainsi que le règlement de la pénurie de lait qui perdure depuis plusieurs mois.**



l'introduction d'une «nouvelle clause» dans la convention liant l'Onil aux propriétaires des laiteries, faisant obligation à ces derniers de présenter un document détaillant les quantités produites et distribuées sur lequel figurent les cachets apposés par les distributeurs dans le but de définir le circuit réel du lait subventionné. **M. S.**

Messahel au journal *Le Monde*

## C'est le Président Bouteflika «qui décidera s'il souhaite être candidat»

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a affirmé jeudi que c'est le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, «qui décidera s'il souhaite être candidat et c'est le peuple qui tranche».

«Depuis son arrivée, il s'est engagé dans une oeuvre grandiose. En 1997, nous étions pratiquement en rupture. 20 ans après, nous sommes un pays stable et sûr. Mais c'est lui qui décidera s'il souhaite être candidat, et c'est le peuple qui tranchera», a-t-il souligné dans une interview accordée au journal *Le Monde* publiée jeudi sur le site. Le ministre a tenu à souligner que, contrairement à ce que pense le journaliste du quotidien français du soir, le Président Bouteflika, lors de sa dernière sortie à Alger, «n'a pas paru affaibli», rappelant qu'il a eu, il y a cinq ans, un accident cardiovasculaire qui lui a causé quelques petits problèmes de santé, mais le Président dirige le pays. Lundi, il a été à la rencontre de son peuple. Il est très présent, a-t-il expliqué. **R. N.**

Par Massi Salami

**E**n fait, l'exécutif a décidé de mobiliser une enveloppe de 91 milliards de dinars additionnels pour le secteur de l'habitat, destinée à la viabilisation de 375 000 logements à livrer dans les prochains mois, a indiqué le Premier ministre sur son site Web.

Prise en application des orientations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, cette mesure consiste en la mobilisation immédiate de 33 milliards de DA en autorisations de programmes supplémentaires, ainsi que de 58 milliards de DA en crédits de paiement dont la libération sera étalée, précise la même source.

Ce financement additionnel permettra au secteur de l'habitat de viabiliser et de livrer, dans les prochains mois, un total de 375 000 logements composés de 190 000 unités déjà achevées et 185 000 autres ayant déjà atteint un taux de réalisation de 90%, souligne le Premier ministre.

A rappeler que le ministère de l'Habitat compte parachever, durant l'année 2019, l'ensemble des programmes de logements tracés dans le cadre du plan quinquennal en cours (2015-2019) estimés à plus de 1,6 million d'unités et ce, à travers la mise en oeuvre d'une nouvelle stratégie inscrite au titre du Plan du gouvernement.

Cette mesure permettra de résorber le déficit en matière de logements, toutes formules confondues, et de ramener le taux d'occupation par logement de 4,6 à 4,2 habitants à la fin 2019, avec l'amélioration du cadre de vie du citoyen et la sédentarisation des populations rurales.

Le secteur de l'habitat bénéficie d'un budget de plus de 158 milliards de dinars au titre de la Loi de finances 2018 dont 142 milliards de DA pour l'équipement, outre 78,41 milliards de DA au titre du Compte d'affectation spéciale.

Aussi, le gouvernement a décidé d'augmenter les quantités de poudre de lait fournies par l'Office algérien interprofessionnel du lait (Onil) aux laiteries publiques et privées face aux pénuries apparues dans la disponibilité du lait en sachet sur le marché, a indiqué le Premier ministre.

Le Premier ministre précise que «les laiteries du Groupe public industriel de production du lait et de ses dérivés (Giplait) verront leur approvisionnement en poudre de lait

passer de 7 000 à 10 000 tonnes par mois, avec en contrepartie l'augmentation de leur production de lait en sachet de plus de 2 millions à près de 4 millions de litres par jour».

Les laiteries du secteur privé verront, elles aussi, leur approvisionnement passer de 7 500 à 9 000 tonnes par mois, ajoute la même source.

Ces mesures de «saturation du marché» seront accompagnées de «l'application ferme de la loi contre tous les auteurs de détournement de la poudre de lait fortement subventionnée par l'Etat au bénéfice des consommateurs», affirme le Premier ministre.

A noter que ces mesures interviennent dans un contexte marqué par des perturbations enregistrées depuis des mois sur le marché d'approvisionnement en sachets de lait subventionné.

Il est à rappeler qu'une réunion a eu lieu le 20 mars dernier au siège du ministère de l'Agriculture en présence du ministre du secteur, Abdelkader Bouazgui, et de représentants du ministère du Commerce et de l'Office national interprofessionnel du lait (Onil).

Cette réunion a abouti à un accord sur

Seddik Chihab

## Le RND «fidèle à ses engagements politiques envers le Président»

**L**e Rassemblement national démocratique (RND) a souligné, hier à Alger, la nécessité d'accorder une place central aux jeunes, à qui incombe de prendre en charge les défis et les enjeux dont fait face le pays, notamment au plan économique.

«Il revient aux jeunes d'adhérer pleinement à l'action politique pour prendre en charge les défis et les enjeux auxquels est confronté le pays et de participer au développement économique», a indiqué le porte-parole du RND, Seddik Chihab, lors d'une rencontre sur la jeunesse de son parti.

Il a ajouté que le RND s'est assigné comme objectif de permettre à la jeunesse d'être au devant de la scène politique pour répondre aux défis de l'heure, notamment au plan politique, estimant qu'elle doit être un élément «efficace», n'attendant pas uniquement la politique des quotas, lors des rendez vous

électorales.

«Il revient à la jeunesse de mesurer le poids des responsabilités qui pèse sur ses épaules et des défis auxquels nous faisons face», a-t-il soutenu.

Interrogé sur la sollicitation du Front de libération nationale (FLN) au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à se présenter à la présidentielle de 2019, M. Seddik Chihab a indiqué que le FLN s'inscrivait dans «la continuité et c'est tout à fait normal qu'il appelle le Président Bouteflika à aller de l'avant en raison de tout ce qu'il a entrepris comme réformes».

Il a ajouté, dans ce sillage, que le RND restait «fidèle à ses engagements politiques envers le Président de la République».

Pour sa part, l'ancien ministre des Finances, Abdelkrim Harchaoui, a indiqué que l'Etat avait fait des efforts considérables pour le développement de l'Algérie

en vue de répondre aux besoins de la population.

Il a estimé que tous les pays actuellement étaient traversés par des difficultés et des risques majeures, d'où la nécessité, a-t-il observé, de conserver les «grands équilibres et la stabilité financière» à long terme.

Pour ce spécialiste de la finance, le développement économique ne peut être concrétisé, surtout à long terme, sans paix et stabilité pour créer un bien-être pour la population.

Sur un autre plan, les élus locaux du parti ont appelé jeudi à Mila à élargir les prérogatives des élus aux Assemblées locales communales et de wilaya pour mieux «concrétiser la politique de décentralisation» engagée au pays et approfondir le développement local.

Réunis pour une journée d'étude de formation tenue au Centre culturel islamique de cette ville, les élus

ont considéré que cet élargissement, lors de la prochaine révision du Code de wilaya et de la commune permettra de «mieux répondre aux aspirations des citoyens et permettre à l'élu d'être plus performant sur le terrain».

Yacine Boubaker, spécialiste en économie industrielle, a considéré que «la décentralisation est le seul moyen pour faire face aux crises et répondre aux diverses demandes sociales», plaidant pour «une distribution équitable des acquis de développement à la population et aux régions».

De son côté, l'expert économique, Hamid Allouane, a plaidé en faveur de la révision des modes de financement des communes pour leur permettre de répondre aux besoins pressants exprimés.

Il a également relevé que les collectivités locales ne bénéficient pas encore suffisamment de ressources fiscales, avant d'insister sur

la diversification et la rationalisation des financements, la concrétisation de la démocratie participative et une plus grande ouverture sur la société civile.

Le chargé des études économiques, Fouad Benmerabet, a mis l'accent sur l'importance du facteur humain qui, a-t-il noté, représente «le véritable capital de développement».

Il a également évoqué le programme de formations thématiques adopté par son parti pour augmenter les performances de ses élus au sein des Assemblées locales. Il a été soulevé, lors des débats, diverses questions inhérentes aux contraintes rencontrées sur le terrain parmi lesquelles le déficit budgétaire dont souffre la majorité des communes, l'insuffisance des ressources financières et les «pressions» subies par l'élu local dans l'exercice de ses tâches. **M. S.**

Rencontre entre le ministre de l'Intérieur et les walis

# Des consignes pour réussir la rentrée

**Les pouvoirs publics ont, cette année, anticipé pour réussir la prochaine rentrée sociale et scolaire qui interviendra dans cinq mois, mais aussi la saison estivale et le mois sacré de Ramadhan qui approchent à grands pas. C'est dans ce cadre que le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nouredine Bedoui, a organisé jeudi une visioconférence avec les walis et cadres des 48 wilayas du pays.**



Par S. A. Mohamed

Le dossier de la rentrée sociale et scolaire et du lancement de l'application relative au suivi des écoles primaires ont été, en effet, au centre de cette rencontre consacrée à l'examen de plusieurs projets et d'importants dossiers à l'image du transport, de la cantine scolaire, de l'aménagement, du chauffage, de l'hygiène, de l'équipement, des préparatifs au mois de Ramadhan, de la saison estivale, des énergies renouvelables et du système informatique, a indiqué un communiqué du ministère de l'Intérieur. Ont pris part à cette réunion, les walis, les directeurs centraux, les cadres, les chefs de projets et de chantiers et tous les cadres locaux et les élus, a précisé la même source, ajoutant que la commission composée de 80 cadres du ministère de l'Intérieur chargée de l'inspection de 2 681 établissements éducatifs et 1 949

cantines scolaires et ce, à travers les 907 communes du pays, a présenté un rapport au ministre concernant ces thèmes. Intervenant lors de cette rencontre, M. Bedoui a donné des instructions pour la prise en charge de ce dossier et de tous les dossiers y afférents, mettant l'accent sur le dossier des écoles primaires, qu'il a qualifié de «prioritaire». Evoquant la commission nationale présidée par le secrétaire général du ministère œuvrant de concert depuis des mois avec les secrétaires généraux d'autres secteurs, le ministre de l'Intérieur a affirmé que «le gouvernement a pris en considération l'ensemble des recommandations formulées par ladite commission, entre autres, la levée du gel sur les projets du secteur de l'Education, outre une série importante de décisions qui s'inscrit dans le cadre des orientations du Président de la République». «Tous les acteurs et responsables locaux et cen-

traux doivent mobiliser tous les moyens humains et matériels pour bien préparer la rentrée sociale de tous les cycles, notamment l'école primaire dont une plus grande partie de gestion est assurée par les collectivités locales, d'autant qu'elle est la cellule principale du système éducatif», a soutenu le premier responsable du secteur. Le ministre a instruit tous les walis «de prendre en charge les écoles qui ne disposent pas de cantines scolaires et prendre toutes les dispositions nécessaires pour leur création et leur équipement avant la rentrée scolaire», ajoutant «la nécessité d'assurer dans tous les établissements scolaires une cantine avec des repas chauds ainsi que le transport scolaire». Il a appelé à concrétiser ce programme dans le cadre de «l'action solidaire organisée» dans les plus brefs délais tout en fixant les priorités. A ce propos, M. Bedoui a relevé que les autorités centrales du

secteur «n'approuveront aucun budget des wilayas qui n'ont pas pris en considération les attributions financières au transport, à la restauration, à la santé scolaire et à l'hygiène». Il a rappelé la décision du Président de la République portant dégel des infrastructures du secteur de l'Education concernant 1507 opérations et la conclusion d'un marché avec les établissements publics pour l'acquisition de plus de 3 500 bus de transports scolaires durant 2018 et les distribuer aux communes, mettant en avant la nécessité d'assurer le transport et de consentir davantage d'efforts pour résoudre ce problème au niveau local. La rencontre a permis également au ministre d'évoquer les préparatifs du mois du Ramadhan. «Les préparatifs pour cet événement un mois durant, est également une étape pour préparer la prochaine saison estivale qui approche et ce, en veillant à

assurer la propreté de l'environnement, la préparation des mosquées et le nettoyage des marchés et autres», a souligné le ministre. M. Bedoui a appelé, à ce propos, les responsables locaux des 14 wilayas côtières à «redoubler d'efforts et à créer une dynamique touristique interne plus importante à travers la mise en place d'espaces de loisirs et de camps d'été pour permettre à nos concitoyens de profiter des plages».

S.A.M.

## Produits temporairement interdits à l'importation La nouvelle liste publiée prochainement

Le ministre du Commerce, Saïd Djellab, a annoncé, jeudi à Oran, la publication prochaine de la liste des produits temporairement interdits à l'importation après l'achèvement de sa mise à jour. Au cours d'un point de presse organisé en marge de la 5<sup>ème</sup> édition du Salon de la production nationale Mentouj Bladi, le ministre a indiqué qu'une équipe s'attelle actuellement à mettre à jour la liste des produits temporairement interdits à l'importation. «Cette liste sera rendue publique prochainement», a-t-il annoncé.

Dans ce contexte, Saïd Djellab a assuré que «les opérateurs économiques bénéficient de toute l'aide de la part du ministère du Commerce pour défendre la production nationale». A une question sur le Fonds de soutien à l'exportation, le ministre a indiqué que le problème «ne se pose pas en termes de ressources financières, mais plus en terme d'efficacité». «Nous avons ouvert ce dossier pour revoir tous les instruments afin qu'ils soient plus efficaces en matière de soutien à apporter aux exportateurs», a-t-il dit.

Concernant la tension sur le lait dont souffrent certaines régions du pays, le ministre a assuré que son département a demandé des informations et des données sur cette question. Il a signalé que ses services sont en «concertation» avec ceux du ministère de l'Agriculture pour «prendre en charge cette question». Au sujet du prix de vente des véhicules, le même responsable a indiqué que ses services suivent les prix des voitures, à la fois chez le fabricant, les revendeurs et au niveau des showrooms. R. N.

R. C.

A propos de sa disponibilité au dialogue

## Tahar Hadjar rassure les partenaires sociaux

Par Rachid Chihab

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique n'a pas fermé les portes du dialogue avec les partenaires sociaux. Ces derniers sont reçus régulièrement par les responsables du ministère. En effet, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a affirmé, jeudi à Alger, que le dialogue entre le ministère et l'ensemble des partenaires sociaux «demeure ouvert et nous tenons à tenir des réunions régulières avec les syndicats sur une base trimestrielle». Répondant à une question sur la rumeur faisant état d'une grève à l'Institut d'éducation physique et sportive, M. Hadjar a réfuté ces informations, assurant que l'Institut en question «ne connaît aucune grève».

Soulignant que la wilaya d'Alger «attire» annuellement un nombre élevé de nouveaux

étudiants venus des quatre coins du pays ainsi que d'autres y résidant et ce, au vu du nombre «d'écoles supérieures et d'universités à caractère national qui s'y trouvent», provoquant ainsi «une pression importante à chaque année universitaire», le ministre a affirmé que la wilaya d'Alger connaît «un soulagement» en matière d'accueil des nouveaux étudiants lors de la prochaine rentrée universitaire et ce, a-t-il dit, avec la réception avant le début de la nouvelle année de «4 000 nouveaux lits à Bab Ezzouar, 4 000 nouvelles places pédagogiques à Bouzaréah et 2 000 lits à la nouvelle ville de Sidi Abdellah». Il a fait savoir, en outre, que la ville de Sidi Abdellah «dispose de 20 000 nouvelles places pédagogiques et 11 000 lits qui seront réceptionnés entre 2019 et 2020». Dans ce même contexte, M. Hadjar a fait état de «plusieurs projets en cours de réalisation à l'échelle nationale s'élevant à environ 50 000 places pédagogiques et

45 000 lits qui viendront renforcer le parc national».

Répondant, par ailleurs, à une question sur le retard accusé dans la réalisation des projets de son secteur, M. Hadjar a souligné «en général, le retard n'est pas aussi considérable puisqu'il varie entre trois et six mois, dû à des problèmes techniques dont quelques-uns financiers et d'autres en relation avec des conditions naturelles (intempéries), outre les conditions des sociétés étrangères chargées de la réalisation». Rappelons-le, le Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes), a accusé, au début de l'année universitaire, le ministre Hadjar d'avoir fermé les portes du dialogue. La même remarque a été faite aussi par des étudiants des Ecoles nationales supérieures qui ont mené pendant plusieurs mois un mouvement de protestation.

R. C.



Prévue pour l'année prochaine selon Hadjar

# Ouverture d'une école nationale du numérique

**Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a annoncé, jeudi à Alger «l'ouverture pour l'année universitaire 2018-2019 d'une nouvelle école nationale spécialisée en numérique et en intelligence économique et industrielle».**



**E**n réponse à la question orale du membre du Conseil de la nation, Abdelkader Chenini, sur l'inexistence d'une spécialité universitaire «intelligence économique», le ministre a fait savoir que «l'année prochaine verra l'ouverture d'une nouvelle école nationale du numérique et de l'intelligence économique et industrielle».

M. Hadjar a précisé que l'intelligence économique constitue l'un des axes d'inté-

rêt de son secteur notamment en termes de veille économique, de prospection et d'efficacité économique de l'Etat.

Il rappelle, dans ce cadre, les formations dispensées par l'Université de la formation continue (UFC) durant les années universitaires (2007-2008) et (2008-2009) dans la spécialité de l'intelligence économique au profit d'un nombre de cadres de l'Etat et de directeurs généraux d'institutions étatiques.

«L'UFC avait lancé, à partir

de l'année universitaire 2010-2011, trois promotions en intelligence économique à l'université d'Oran et nombre de cadres spécialisés ont été diplômés», a indiqué M. Hadjar.

Le ministre a évoqué, dans le même sillage, une offre de formation sur l'administration électronique (e-administration) homologuée durant l'année universitaire (2017-2018) à l'université de Sétif 2 ainsi que des projets de formation proposés par

des établissements universitaires sur les banques économiques et l'économie numérique au titre de la prochaine année universitaire et devant être homologués par la Commission nationale d'habilitation (CNH).

Il a appelé, dans ce cadre, tous les secteurs à contribuer, chacun dans son domaine, pour «doter le pays d'un système de prévention pour la protection de l'économie nationale et l'accès à l'économie du savoir».

Répondant à une autre question sur la nécessité d'ouvrir de nouvelles spécialités au centre universitaire d'Ilizi posée par le membre du Conseil, M. Abbas Bouamama, le ministre a rappelé «les efforts consentis par l'Etat pour le développement du secteur de l'enseignement supérieur et le renforcement des différentes régions du pays en pôles universitaires».

Dans ce cadre, M. Hadjar a précisé que «l'ouverture de nouvelles spécialités n'est pas du ressort de la tutelle mais fait suite à la demande de la base, c'est à dire de l'université qui l'initie en fonction de ses capacités», ajoutant que «cela passe par des conditions contenues dans le cahier des charges à réunir et sa validation par les Commissions régionale et nationale et enfin l'approbation du ministre».

T. L.

Soutien à la promotion des exportations

## Des ateliers pour réviser le cadre de gestion des fonds

**P**lusieurs ateliers ont été lancés par le ministère du Commerce pour réviser le cadre de gestion des fonds de soutien à la promotion des exportations afin d'élargir les aides destinées à ces opérations, a annoncé jeudi à Oran le premier responsable de ce département, Saïd Djellab.

Lors de sa visite au Salon de la production nationale Mentouj Bladi qui se tient depuis mercredi au Palais des expositions de Medina Djedida, le ministre du Commerce a indiqué que son département avait lancé plusieurs ateliers pour réviser le cadre de gestion des fonds de soutien et de promotion des exportations afin d'élargir les aides destinées à ces opérations, avant de renouveler le soutien de son ministère à la production nationale, à la promotion des exportations, à la garantie d'un encadrement et d'un accompagnement efficaces pour remplacer les importations par des produits nationaux.

«Le ministère du Commerce ne lésinera sur aucun moyen pour accompagner les entreprises visant la conquête des marchés extérieurs», a précisé Saïd

Djellab, soulignant la nécessité d'oeuvrer ensemble pour relever ce défi et mettre en place une économie diversifiée, basée sur les compétences et les ressources nationales et sur la concertation avec les opérateurs économiques.

Le ministre a estimé que les exportations hors hydrocarbures «sont en constante hausse, mais restent insuffisantes», tout en constatant l'existence de possibilités appréciables d'exportation à destination des pays d'Afrique. Dans ce contexte, M. Djellab a appelé les entreprises nationales à relever ce défi.

Concernant le salon de la production nationale, le ministre a estimé que cette manifestation est une opportunité pour les opérateurs économiques de présenter leurs produits et nouer des relations et des contacts professionnels. Avant de visiter les différents stands du salon, Saïd Djellab et les autorités locales ont observé une minute de silence à la mémoire des victimes du crash de l'avion militaire, survenu mercredi matin près de la base aérienne de Boufarik, dans la wilaya de Blida.

Le ministre du Commerce s'est particulièrement intéressé au stand du ministère de la Défense nationale, invité d'honneur de ce Salon. La participation du MDN vient contribuer à la concrétisation de la politique de relance économique, en application des instructions du général de corps d'Armée, vice-ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'ANP.

Cette participation est représentée par la direction des industries militaires qui expose des produits militaires destinés à des entreprises civiles, réalisés par sept entreprises que sont l'Office national des substances explosives (Onex), l'Entreprise algérienne des textiles industriels et techniques (Eatit), l'Etablissement d'habillement et de couchage, la Société algérienne de fabrication de moteurs de marques allemandes (Safmma), l'Entreprise de réalisations industrielles de Seriana (Batna), l'Etablissement de réalisation de système de vidéosurveillance et la Société nationale de véhicules industriels de Rouiba.

T. R.

Salon international du tourisme et des voyages

### Plus de 50 exposants au rendez-vous

Plus de 50 exposants participent à la seconde édition du Salon international du tourisme et des voyages Cirta Tourisme ouvert jeudi au Palais de la culture Mohamed Laid Al Khalifa, à Constantine. Initiée conjointement par la direction du tourisme, l'Office local du tourisme et le Club des opérateurs du secteur touristique sous le slogan «Constantine, carrefour des civilisations», une vingtaine de voyagistes et établissements hôteliers de Turquie, d'Italie, de l'Allemagne, de la Tunisie, du Maroc, des Emirats arabes unis et de l'Arabie Saoudite participent à cette édition avec l'objectif de nouer des relations d'affaires avec des partenaires algériens pour promouvoir leurs produits respectifs, a-t-on affirmé. La manifestation a pour finalité d'encourager le tourisme domestique, mettre en exergue les potentialités du secteur et établir des relations d'affaires avec des acteurs étrangers pour promouvoir la destination Constantine, a souligné, le directeur de wilaya du tourisme et de l'artisanat, Noureddine Bounafaâ. Une conférence sur l'investissement dans le tourisme qui sera animée par des cadres de l'Agence nationale de développement touristique marquera cette manifestation de quatre jours est-il indiqué. Les exposants nationaux et étrangers seront également conviés à une visite guidée à travers les sites archéologiques de l'antique Cirta ont avancé les organisateurs du salon Cirta Tourisme, soulignant que l'initiative vise à faire connaître aux convives de la ville ses sites archéologiques phares et à discuter l'organisation d'éventuels circuits touristiques à Constantine et sa région La première journée du Salon international du tourisme et des voyages Cirta Tourisme a suscité un engouement, notamment de visiteurs qui ont découvert à l'occasion les multiples offres et promotions proposées par les opérateurs touristiques participants.

L. T.

Anem de Tizi Ouzou

### Organisation d'ateliers de recrutement

L'Agence nationale de l'emploi (Anem) a organisé jeudi la deuxième édition des ateliers de recrutement Job dating à la Maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou.

Le directeur général de l'Anem, Mohammed Tahar Chalal, qui a inauguré cette deuxième édition, a salué «une expérience innovante et exceptionnelle au niveau local».

L'objectif de ces ateliers, qui ciblent, cette fois-ci, les intervenants dans les différents segments du secteur médical et paramédical, est de mettre en rapports des employeurs et des demandeurs d'emplois tous deux contactés par l'Anem lors de courts entretiens de 7 à 10 minutes. Pour cette édition, ce sont 51 employeurs qui offrent 91 postes d'emploi pour 400 demandeurs, a-t-on indiqué. «L'idée de cette nouvelle technique de recrutement est le fruit de l'expérience d'un de nos cadres qui a réussi à nous convaincre de son efficacité», a expliqué M. Tizzarine Yazid, directeur de l'Anem au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou. «Le succès de la première édition, organisée l'année dernière, nous a encouragés à rééditer l'expérience cette année», a-t-il ajouté. Dans une déclaration à la presse, M. Chalal, qui a fait le tour de tous les stands, a souligné qu'«au-delà des résultats statistiques, l'importance de cette initiative réside d'abord dans son esprit d'innovation», assurant que «pareilles initiatives constituent, un véritable passeport pour l'emploi». Soulignant l'évolution «constante» du marché du travail et de l'emploi, il a insisté sur «la nécessité de sortir des schémas classiques» et appelé, dans ce contexte, «les employeurs à se rapprocher d'avantage de l'Anem». «J'appelle les employeurs à se rapprocher de l'Anem et à participer à son effort de modernisation de l'outil de gestion dans les domaines du recrutement et de l'emploi», a-t-il déclaré.

R. T.



Prix du pétrole

# Le Brent à plus de 72 dollars

Les cours du pétrole repartaient à la baisse jeudi en cours d'échanges européens, après de fortes hausses la veille en raison de craintes d'escalade militaire au Moyen-Orient.



Jeudi après-midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait plus de 72 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 44 cents par rapport à la clôture de mercredi.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de mai perdait 29 cents à 66,53 dollars une heure après son ouverture.

Jeudi, l'Organisation des exportateurs de pétrole (Opep)

a revu en hausse de 0,08 million de barils par jour (mb/j) son estimation de la production non-Opep cette année alors que les 14 pays du cartel ont diminué leur production de 201 000 barils par jour par rapport à février.

La veille, les cours avaient grimpé à leur plus haut niveau depuis décembre 2014, alors même que l'Agence américaine d'information sur l'énergie a fait état d'une hausse surprise de 3,3 millions de barils des stocks de brut aux Etats-Unis, confir-

mant les estimations de la Fédération privée American Petroleum Institute (API).

«La montée des prix n'avait rien à voir avec les données sur les stocks, ceux-ci auraient même dû avoir un effet négatif», ont expliqué des analystes.

Tous les analystes indiquent ainsi que les inquiétudes au Moyen-Orient sont le facteur qui influence les cours du pétrole en ce moment.

La tension entre Washington et Moscou sur la Syrie est encore montée d'un cran mer-

credi après l'avertissement lancé par Donald Trump d'un tir imminent de missiles en représailles à l'attaque chimique présumée près de Damas.

Autre élément, la Nouvelle-Zélande a indiqué jeudi qu'elle allait renoncer à toute nouvelle exploration pétrolière ou gazière offshore afin de lutter contre le réchauffement climatique, «un mouvement qui pourrait être imité par d'autres au fil du temps», a estimé un autre analyste.

R. E.

Opep

## La prévision de production américaine de pétrole revue à la hausse

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), poursuivant sa limitation de la production de brut, a revu jeudi en légère hausse sa prévision de production de pétrole aux Etats-Unis pour 2018.

Dans son rapport mensuel, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole

(Opep) a revu en hausse de 0,08 million de barils par jour (mb/j) son estimation de la production non Opep cette année: elle devrait atteindre 59,61 mbj, soit une croissance de 1,71 mbj sur un an.

«Les principaux moteurs de la croissance en 2018 sont les Etats-Unis (1,50 mb/j), le Canada (0,29 mb/j) et le Brésil (0,21 mb/j)», a souligné l'Organisation.

L'Opep continue pour sa part à baisser sa production. En mars, les 14 pays de l'organisation ont pompé un total de 31,96 mbj, soit une diminution de 201.000 barils par jour par rapport à février, selon des sources secondaires de l'organisation, citées dans le rapport.

L'Opep et ses partenaires, dont la Russie, limitent leur production depuis début 2017 pour

rééquilibrer le marché et à faire remonter les prix.

L'accord est pour l'instant prévu pour durer jusqu'à la fin 2018. La prochaine réunion des ministres de l'Opep et de leurs partenaires aura lieu le 22 juin à Vienne.

La croissance de la demande mondiale pour 2018 devrait pour sa part atteindre 1,63 million de barils par jour (mb/j), une prévision relevée par rapport au mois précédent, pour atteindre une demande de 97,07 mb/j.

T. R.

Etats-Unis

## Le pétrole au plus haut depuis la fin 2014

Le pétrole coté à New York a grimpé jeudi à son plus haut niveau en trois ans tandis que celui coté à Londres a légèrement reculé dans un marché toujours très sensible aux risques géopolitiques.

A la faveur d'un regain de vigueur en toute fin de séance sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de mai a gagné 25 cents pour finir à 67,07 dollars.

A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin a cédé 4 cents pour terminer à 72,02 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE).

«Comme depuis le début de la semaine, les cours profitent des risques géopolitiques associés à la situation en Syrie, à l'origine notamment d'un aller-retour de menaces entre les Etats-Unis et la Russie, auxquels se sont ajoutés des tirs de missiles sur l'Arabie saoudite» depuis le Yémen voisin, remarque

Bart Melek de TD Securitise.

«C'est un peu étonnant car les prix ont beaucoup augmenté malgré la hausse continue de la production américaine et l'augmentation surprise des réserves de brut dans le pays» comme montré mercredi par le rapport hebdomadaire de l'Agence américaine d'information sur l'énergie, souligne le spécialiste.

L'augmentation sans relâche des extractions de brut aux Etats-Unis a aussi été mise en avant

dans un rapport publié jeudi par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), selon qui la croissance de la production américaine devrait atteindre 1,5 million de barils par jour de plus en 2018 par rapport à 2017.

Mais le cartel continue dans le même temps à baisser sa production et a aussi révisé à la hausse ses prévisions de croissance de la demande mondiale pour 2018, qui devrait atteindre 97,07 millions de barils par jour (mb/j). De quoi com-

penser en partie le bond du pétrole américain et réduire les stocks de brut dans le monde.

Autre élément, la Nouvelle-Zélande a indiqué jeudi qu'elle allait renoncer à toute nouvelle exploration pétrolière ou gazière offshore afin de lutter contre le réchauffement climatique, «un mouvement qui pourrait être imité par d'autres au fil du temps», a estimé Mike van Dulken, analyste pour Accendo Markets.

Reda A.

### Relation de travail Associer l'université à l'encadrement des entreprises économiques

Les participants au séminaire national sur «les relations de travail entre modèle traditionnel et exigences présentes» ont appelé, jeudi au cours de leurs travaux abrités par l'université Constantine-2 Abdelhamid Mehri, à associer les établissements de l'enseignement supérieur à l'encadrement des entreprises économiques sur le thème relations de travail.

«L'état présent des choses impose aux entreprises algériennes de faire appel à l'expertise de l'université et de ses chercheurs travaillant sur les questions des relations de travail tant horizontales que verticales», a estimé Liamna Merabet de l'université de Constantine.

L'adoption par l'entreprise d'une stratégie participative amène le travailleur à y trouver «un espace de croissance, de créativité et d'évolution au lieu d'y voir un lieu de vente de sa force de travail».

De son côté, Abdi Ludmia de l'université de Tébessa a souligné la nécessité pour l'entreprise de faire appel à l'université pour l'aider à développer des relations de travail favorisant «les échanges et la participation entre travailleurs et gestionnaires» de sorte à faire de l'entreprise «un espace d'interaction sociale favorable à la productivité».

Pour Djamel Bourabéa de l'université de Jijel, l'embauche dans l'entreprise algérienne est «globalement dominé par des rapports sociaux».

Une situation, a-t-il ajouté, qui «affecte négativement les relations de travail dans l'entreprise et y crée des groupes de pression dont les agissements sont nuisibles aux performances économiques». Cette rencontre a été organisée par la faculté des sciences humaines et sociales de l'université Constantine-2.

Reda A.

Prise en charge des handicapés

# Appel à une action coordonnée entre tous les acteurs

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia, a plaidé jeudi à Alger pour une action coordonnée, élargie et concertée entre tous les acteurs, pour améliorer les conditions de prise en charge des personnes handicapées.



**P**résidant les travaux de la 1<sup>re</sup> session du Conseil national des personnes handicapées, la ministre a insisté sur l'importance de «sortir de cette rencontre avec des recommandations applicables sur le terrain, en vue d'améliorer les conditions de vie des handicapés et de faciliter leur insertion dans diverses activités à caractère éducatif, socioprofessionnel et économique».

Mme Eddalia a cité l'existence de 230 établissements spécialisés, dont 158 centres pour handicapés mentaux, 46 pour sourds-muets, 23 centres pour non-voyants, trois autres pour personnes atteintes de maladies respiratoires et huit pour handicapés moteur, annonçant qu'il sera procédé, durant les

quelques prochaines années, à l'ouverture de 10 nouveaux établissements spécialisés.

Le budget consacré à la gestion de ces établissements est estimé à 10 milliards de DA, a-t-elle affirmé, soulignant «l'importance accordée par le Président de la République et consacrée dans le plan du gouvernement à la protection et à la promotion des personnes aux besoins spécifiques».

Mme Eddalia est également revenue sur l'importance du rôle du Conseil national des personnes handicapées, en tant qu'instance consultative nationale dans l'amélioration de la concertation et de la coordination autour des questions relatives à la protection des personnes handicapées, à leur insertion socioprofessionnelle et à l'amélioration de

leur situation financière et morale, outre la proposition de recommandations et de propositions appropriées».

A cet effet, elle a rappelé les efforts du secteur de la Solidarité nationale en matière de «protection et de promotion des handicapés dans tous les domaines, notamment l'éducation, l'enseignement et la formation des enfants et adolescents handicapés, outre l'insertion socioprofessionnelle de cette catégorie et l'accès à la couverture sociale et à la gratuité du transport».

Elle a souligné l'importance de l'installation, le 5 avril 2018, du Comité consultatif de prévention du handicap, insistant sur la nécessaire mise en place d'un réseau multisectoriel pour veiller à la mise en oeuvre et à

l'évaluation des programmes au niveau local.

Le secteur s'emploie, par ailleurs, à «réunir toutes les conditions pour prendre en charge l'aspect éducatif et pédagogique des handicapés, au sein d'établissements spécialisés relevant de la Solidarité nationale, d'établissements ordinaires ou d'établissements gérés par des associations agréées et soutenues par le secteur», a fait savoir la ministre.

Le secteur s'attelle également à ouvrir le champ de l'investissement au secteur privé, a-t-elle ajouté, rappelant le décret exécutif définissant les modalités de création d'entreprises spécialisées dans la prise en charge des enfants handicapés qui a été adopté par le Conseil de gouvernement le 4 avril dernier. S'agissant du droit au travail, elle a mis en avant la démarche du secteur visant à promouvoir l'insertion socioprofessionnelle à travers l'élaboration d'une stratégie claire, au titre du partenariat avec l'Union européenne (UE) et à sensibiliser les employeurs et les entreprises publiques et privées à intégrer les personnes handicapées aptes à travailler à hauteur de 1%.

Elle a, à cet égard, évoqué la signature, fin 2017, d'une convention avec le secteur de l'agriculture, du développement rural et de la pêche, en faveur de l'encouragement des fermes pédagogiques.

La rencontre est marquée par une intervention sur la notion du handicap selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la présentation et l'adoption du Règlement intérieur et l'élaboration du calendrier des réunions du Conseil national des personnes handicapées pour 2018.

Bilal L.

Tizi Ouzou

## La sensibilisation et les activités de loisirs pour prévenir la consommation de drogues

**L**es participants à une journée sur la prévention de la consommation de drogues ont insisté jeudi à Tizi Ouzou sur l'importance de la sensibilisation et de la pratique des activités de loisirs pour prévenir ce fléau.

Lors de cette rencontre, placée sous le thème «La drogue, un fléau social qui détruit les familles», organisée par la wilaya et placée sous le patronage du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, les intervenants ont mis en exergue l'importance d'intensifier les campagnes de sensibilisation de proximité qui cibleront particulièrement les enfants et les jeunes, afin de leur expliquer les impacts négatifs sur la santé mentale et physique, et sur l'intégration dans la société qu'induit une consommation de drogues.

Dans une allocution d'ouverture, le wali Mohammed Bouderbali, a insisté sur les conséquences de la toxicomanie chez l'adulte, sur l'activité professionnelle, et qui peuvent

aller jusqu'à la perte de l'emploi. Aussi, a-t-il souligné la nécessité de conjuguer les efforts de tous les acteurs dont les autorités locales, les instances compétentes et la société civile pour lutter contre ce phénomène.

Le chef de brigade de lutte contre les stupéfiants de la Sûreté de wilaya, le commissaire El Hassane-Mohamed Bessam, a présenté, pour sa part, un bilan d'activité concernant la lutte contre le trafic de stupéfiants pour les mois de février et mars derniers à Tizi Ouzou.

En février dernier, sa brigade a saisi plus de 18,6 kg de kif traité et 33 comprimés de psychotropes, et interpellé 22 personnes pour consommation de drogues et 11 autres pour leur commercialisation. En mars écoulé, la même brigade a saisi plus de 6 kg de kif et 534 comprimés de psychotropes, et présenté au parquet neuf individus pour consommation de stupéfiants et 19 autres pour commercialisation de drogue, a-t-il dit. Le même commissaire a estimé que la

pratique d'une activité de loisirs (sport, musique, théâtre) est une des solutions qui peuvent contribuer à la réduction de la consommation de drogues, car constituant une occupation utile. Toutefois, le rôle de l'école et de la famille dans la prévention de ce fléau reste «primordial», en parlant aux enfants des dangers des stupéfiants sur leur santé et au plan relationnel, a-t-il ajouté. Le Dr Seklaoui Nacéra, psychiatre au CHU de Tizi Ouzou, a rappelé, de son côté, les chiffres de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Onldt) qui font état de la saisie, au niveau national, de 38 tonnes de résine de cannabis durant les huit premiers mois de 2017. Elle a souligné les effets néfastes de la consommation de stupéfiants sur la santé, entre autres, l'apparition de maladies respiratoires dont le cancer des poumons, de maladies mentales, l'agressivité, des palpitations diminution des capacités de la mémoire immédiate et de la concentration.

Reda A.

Prévention contre la drogue

## Le rôle de la société civile et des associations souligné

**L**e rôle de la société civile et des associations activant dans le domaine de la lutte contre la drogue et la toxicomanie, notamment en milieu des jeunes, a été souligné jeudi lors d'une journée d'information et de sensibilisation à Ouargla sur la lutte contre la drogue.

Les intervenants, des psychologues, des universitaires et des chercheurs, ont mis en avant le rôle des acteurs de la société civile et des associations culturelles, sociales, sportives et environnementales, visant à atteindre l'ob-

jectif de prévention, en appui aux efforts déployés par les pouvoirs publics pour la lutte contre ce fléau.

Ils ont estimé que la prévention de la toxicomanie est «l'affaire de tous», y compris les institutions sociétales, et que la propagation alarmante de ce «mal» ces dernières années requiert la conjugaison des efforts de tous les secteurs et des différents corps constitués pour renforcer les mécanismes et les moyens de lutte.

Dans son intervention, le Dr

Ramdane Zaâtout (médecin spécialiste) a estimé que la propagation de la consommation de drogue est un grand problème dont chacun doit évaluer les risques, relevant que les études menées, en coordination avec l'université de Ouargla et d'autres secteurs concernés, ont démontré que 33% des élèves et étudiants, de différents niveaux scolaires, ont eu des expériences de consommation de drogue.

L'enseignante Zohra Baâmer (Université de Ouargla) a mis en exergue le rôle des parents dans

le contrôle et le suivi des comportements de leurs enfants exposés à ce fléau, en vue de prendre les mesures et moyens nécessaires de traitement et de désintoxication.

Inscrite au titre des rencontres de sensibilisation initiées par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, cette journée d'information a permis d'examiner diverses questions liées aux thèmes de «Risques du cannabis», «Les jeunes et les stupéfiants», «Le fléau de la drogue,

la toxicomanie et le rôle de la Gendarmerie nationale» ainsi que «Les crimes de drogue dans la législation algérienne».

L'occasion a donné lieu aussi à la mise sur pied d'une exposition sur les institutions et associations activant dans le domaine de la lutte anti-drogue, à l'instar de la Sûreté nationale, le service d'observation et d'éducation en milieu ouvert, l'association culturelle Saïd-Otba et la Faculté des sciences commerciales et de gestion.

R. N.



Prochaine rentrée scolaire à Khenchela

# Réception d'infrastructures scolaires

Sept infrastructures scolaires, tous cycles confondus en réalisation dans la wilaya de Khenchela, seront réceptionnées au titre de la rentrée prochaine 2018-2019, a-t-on appris jeudi du directeur local de l'éducation, Abdeslem Boudounet.

**S'**exprimant lors d'une conférence de presse, tenue au siège de la Direction de l'éducation, le même responsable a précisé que ces structures sont actuellement en cours de construction au chef lieu de wilaya, soulignant que l'entrée en exploitation de ces nouvelles infrastructures permettra de renforcer la capacité d'accueil des élèves à l'échelle locale et à réduire la surcharge enregistrée dans certains établissements scolaires.

L'opération concerne la réalisation de quatre (4) groupes scolaires dont deux (2) implantés sur la route de Baghai, menant vers la ville de Khenchela, où le taux d'avancement des projets a atteint 10 % et deux (2) autres au nouveau pôle urbain de la même commune qui affiche un taux d'avancement de l'ordre de 80 %.

La rentrée scolaire 2018-2019 sera marquée également dans la wilaya de Khenchela par la réception de trois (3) lycées en construction dans ladite zone urbaine et sur les routes de Fernegal et d'Ain Beida, a ajouté la même source, notant que les taux d'avancement des travaux de ces projets oscillent entre 70 et 80%.

Parallèlement, il est prévu la mise en exploitation de sept (7) nouvelles cantines scolaires à la prochaine rentrée, a indiqué dans M. Boudounet.

Le même responsable a rappelé, par ailleurs, qu'il a été procédé à la levée du gel



sur 27 projets liés au secteur de l'éducation nationale, à savoir des établissements scolaires, des cantines scolaires et des demi-pensions en plus d'autres actions, d'aménagement, de réhabilitation et d'équipement des établissements du secteur.

Toutes les procédures nécessaires à la réalisation de ces projets, gérés par les directions de l'éducation et des équipements publics, ont été entamées, a-t-on signalé de même source.

Reda A.

Tlemcen

## 100 millions Da pour achever les préparatifs de la saison estivale

Les services de la wilaya de Tlemcen ont alloué une enveloppe de 100 millions Da pour l'achèvement des préparatifs en prévision de la saison estivale 2018 qui débutera le 1er juin prochain, a-t-on appris jeudi de la cellule de communication de la wilaya.

Cette dotation financière est destinée aux communes côtières de la wilaya pour la réalisation d'installations et de commodités nécessaires au niveau des plages dont des douchettes, l'aménagement et l'embellissement des sites balnéaires, le revêtement des accès, la mise en place des plaques de signalisation, l'éclairage public

et le nettoyage des plages, a-t-on indiqué.

Le wali de Tlemcen, Ali Benaïche a donné des instructions aux responsables de l'administration locale pour acquérir de nouveaux bacs à ordures et les livrer aux communes côtières, ainsi que des camions vidangeurs, a-t-on souligné.

Le chef de l'exécutif local a également sommé les chefs de daïras et les gestionnaires des communes côtières a entamer les procédures administratives pour réaliser les travaux, avant l'ouverture de la saison estivale, insistant sur la création de nouveaux postes d'emplois et de nouveaux

sources de financement pour augmenter les recettes communales à travers l'organisation de festivals, semaines commerciales et autres manifestations à caractère artisanal et l'exploitation du moindre espace situé sur les plages, a-t-on ajouté.

La wilaya de Tlemcen dispose de 10 plages autorisées à la baignade, à savoir Marsa Ben M'hidi, Moscarda (1) et (2), Aïn Adjroud, Bider, Ouled Benayad, Oued Abdallah, Sidna Youchaa, Agla et Tafout. Quatre autres plages sont en cours d'étude pour les intégrer dans la liste des plages autorisées à la baignade, a-t-on relevé de même source.

Reda A.

Alger

## Plus de 2.400 infractions commerciales enregistrées mars dernier

Les services de la direction du Commerce de la wilaya d'Alger ont enregistré, en mars dernier, plus de 2.400 infractions commerciales et dressé plus de 1.900 procès, ayant été présentés à la justice en vue de leur traitement, a indiqué jeudi le représentant de la direction, Dehar Layachi.

Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a fait savoir que les agents de contrôle et de lutte contre la fraude relevant de la direction ont enregistré le mois dernier,

à travers les surfaces, locaux commerciaux et marchés d'Alger, 2.473 infractions commerciales, suite auxquelles 1.932 procès ont été dressés et présentés à la justice.

Outre 682 infractions liées au non affichage des prix et 640 relatives à la mise en vente de produits présentant un risque pour la santé du consommateur, les mêmes services ont recensé près de 470 infractions liées à l'exercice illégal d'une activité commerciale, tandis que les autres infractions

relatives aux dépassements en matière de prix réglementés, de sécurité des produits, du respect de la libre concurrence et de l'assainissement du commerce extérieur.

Dans le même cadre, les agents de contrôle ont effectué, le mois dernier, 16.367 interventions, à l'issue desquelles 147 commerces ont été proposés à la fermeture, tandis que le nombre d'intervention relatif au contrôle des pratiques commerciales s'élève à 10.000 interventions, contre 6.600 inter-

ventions dans le cadre de la lutte contre la fraude. S'agissant du bilan financier de l'activité de contrôle de la direction du commerce, durant la même période, les marchandises saisies ont atteint plus de 5 millions de dinars, contre plus de 780 millions de dinars pour les marchandises non facturées et près de 870.000 de dinars concernant les dépassements relatifs à l'application de prix non réglementaires, précise la même source.

H. T.

## Tiaret Distribution de logements sociaux à Boukara

■ Quelque 60 logements publics locatifs (LPL) ont été distribués, jeudi, aux familles bénéficiaires de la commune de Boukara, dans la wilaya de Tiaret.

Selon le chef de la daïra de Hamadia dont relève cette commune, ce quota fait partie des 120 logements du même type dont a bénéficié cette collectivité. La liste des bénéficiaires a été rendue publique il y a quelques mois. Vingt logements ont été déjà distribués. Les 80 restants seront remis à leurs bénéficiaires, une fois les travaux achevés, soit avant le ramadhan, a précisé le chef de daïra.

Ce dernier a indiqué que cette commune a enregistré quelque 800 demandes pour ce type de logements sociaux.

Les services de l'OPGI de la wilaya de Tiaret ont indiqué que les logements distribués jeudi sont dotés de toutes les commodités et que le site a fait l'objet d'aménagements extérieurs.

R. N.

## Université de Tébessa 4.000 nouveaux étudiants attendus

■ L'université Larbi Tebessi de Tébessa prévoit d'accueillir plus de 4.000 nouveaux étudiants à la prochaine rentrée, a indiqué jeudi le vice-recteur chargé de la pédagogie, Kara Mohamed.

Rencontré en marge des «portes ouvertes» sur l'université organisée les 11 et 12 avril, M. Kara a souligné que cette manifestation cible surtout les candidats à la prochaine session de baccalauréat pour leur faire découvrir les diverses filières enseignées à l'université.

La manifestation présente à ces candidats toutes les informations sur le système d'orientation et les procédures d'inscription à l'université.

Une exposition sur les six facultés de cette université, dont celles des sciences humaines et sociales, de droit, des sciences de la nature et de la vie, des sciences de la terre, explique aux visiteurs les filières enseignées et les conditions exigées pour chaque filière.

L'université de Tébessa accueille 27.800 étudiants répartis sur 62 filières en licence, 80 en master et 32 en doctorat.

Reda A.



# CONFLITS ►►

Syrie

## Le risque d'un clash entre Russes et Américains fait frémir

**Jusqu'ici impensable, le risque d'une confrontation militaire entre la Russie et les Etats-Unis n'a jamais semblé aussi élevé depuis la Guerre froide, avec la menace de Donald Trump de bombarder le régime de Damas, soutenu à bout de bras par l'armée russe.**



«**J**e ne pense pas que nous soyons au niveau de la crise des missiles cubains, mais on s'en rapproche sacrément», souligne Boris Zilberman, expert de la Russie pour le groupe de pression conservateur Foundation for Defense of Democracies. Si aucun observateur sérieux ne pense que Washington et Moscou cherchent sciemment l'affrontement direct après l'attaque chimique présumée de Douma, près de Damas, imputée au régime syrien par les Occidentaux, la toile

complexe de la guerre civile en Syrie cristallise les intérêts antagonistes de plusieurs puissances mondiales. La présence militaire des Etats-Unis et de la Russie sur le terrain s'inscrit en outre sur fond de vives tensions entre les deux anciens ennemis de la Guerre froide. Expulsions de dizaines de diplomates, lourdes sanctions : les relations ont déjà été bien entamées, notamment par l'affaire de l'ex-espion Sergueï Skripal empoisonné en Angleterre et les accusations d'une ingérence russe dans la campagne présidentielle

américaine de 2016. Dans ce contexte explosif, la moindre erreur de calcul pourrait s'avérer fatidique. «La priorité est d'éviter le danger d'une guerre», a reconnu jeudi l'ambassadeur russe à l'ONU, Vassily Nebenzia. Une guerre entre les Etats-Unis et la Russie ? «Nous ne pouvons exclure aucune possibilité», s'est-il borné à répondre.

Alors que Washington, Londres et Paris étaient encore en discussion jeudi, des frappes occidentales semblaient inévitables faute d'avancée à l'ONU. «Jamais

dit quand une attaque contre la Syrie pourrait avoir lieu. Cela pourrait être très bientôt ou pas si tôt que cela», a écrit le président américain dès l'aube sur Twitter.

### «Risque d'escalade»

En avril 2017, visiblement ému par les images d'enfants asphyxiés, Donald Trump avait ordonné le bombardement d'une base militaire syrienne en riposte à une précédente attaque chimique. A l'époque, les forces russes avaient été prévenues à temps pour se retirer de la base syrienne. Cette fois, les experts estiment que pour être efficace, une riposte américaine devrait être plus large qu'une seule frappe, visant une seule cible. «La grosse inquiétude dans ce cas, ce sont toujours les erreurs, les conséquences inattendues», analyse Boris Zilberman. «Surtout s'ils comptent cette fois frapper un plus large éventail de cibles». Pour Boris Toucas, chercheur invité au Center for Strategic and International Studies (CSIS), le «caractère impulsif» du président américain «empêche l'envoi de messages et d'avertissements clairs, aux partenaires comme aux adversaires». «La confusion qui en résulte est un facteur d'incertitude problématique, alors que l'ordre international hérité post-Guerre froide s'érode rapidement». Pour l'instant, la ligne spéciale entre militaires russes et américains, établie pour communiquer sur leurs opérations en Syrie afin d'éviter les incidents, est encore «dans un état actif et utilisée des deux côtés», selon Moscou. Mais la diplomatie russe a averti que les missiles de Donald Trump devraient viser «les terroristes» et non le «gouvernement légitime» de Damas, appelant à présenter les preuves démontrant qu'il y a eu une attaque chimique perpétrée par le régime.

Et sa porte-parole, Maria Zakharova, d'appeler les Occidentaux à réfléchir sérieusement aux conséquences de leurs actes tout en assurant ne pas vouloir d'«escalade».

Faisant nettement monter la température, l'ambassadeur russe au Liban, Alexander Zasyupkin, avait lui déclaré mardi qu'en cas

de frappe américaine, les missiles seraient «abattus de même que les sources d'où ils ont été tirés».

### «Un intérêt commun»

Vladimir Poutine pourrait vouloir saisir cette occasion pour asseoir sa place au sommet de l'axe Russie-Syrie-Iran. Et démontrer à ses concitoyens qu'il ne plie pas face aux Occidentaux.

Mais malgré les mots durs de Moscou, peu s'attendent à ce que la Russie cherche activement la confrontation, les analystes citant l'exemple de la frappe israélienne dimanche sur une base en Syrie: les Russes n'ont pas lancé de représailles. La «ligne rouge» pour Moscou pourrait toutefois résider dans la sécurité de ses troupes, déployées aux côtés des forces syriennes et parfois iraniennes en Syrie. Les troupes russes ont pu profiter des jours écoulés depuis l'attaque de Douma pour s'éloigner des cibles potentielles. Mais des informations font état de militaires syriens se réfugiant dans des bases protégées par les Russes. «En absence d'une communication claire et cohérente, le risque d'une escalade militaire pourrait grimper», souligne Melissa Dalton, experte du CSIS à Washington. Mais, tempère-t-elle, si «la Syrie représente une arène de choix pour la compétition Etats-Unis/Russie», les deux pays «partagent également un intérêt commun dans la lutte contre le terrorisme et pour mettre un terme à la guerre civile» dans le pays.

AFP

Yémen

## L'Arabie saoudite intercepte un nouveau missile

**L**a coalition sous commandement saoudien intervenant au Yémen a annoncé avoir intercepté jeudi un missile tiré par les rebelles yéménites Houthis vers la ville de Jazane dans le sud du royaume saoudien.

Le missile a été «intercepté avec succès» par la défense anti-aérienne saoudienne, a indiqué un porte-parole de la coalition cité par l'agence saoudienne SPA, précisant que «ses débris étaient tombés sur un quartier résidentiel de Jizane».

Il a été tiré de Saada, fief des rebelles Houthis dans le nord du Yémen, selon la même source. Les insurgés ont revendiqué le tir via leur télévision al-

Massirah. Depuis novembre, les Houthis ont tiré plusieurs missiles sur l'Arabie saoudite, qui ont tous été interceptés.

Depuis mars 2015, l'Arabie saoudite dirige une coalition de plusieurs pays qui intervient militairement au Yémen pour aider le pouvoir du président Abd Rabbo Mansour Hadi face aux Houthis qui se sont emparés de vastes régions du pays, dont la capitale Sanaa.

Le conflit a fait près de 10.000 morts depuis 2015 et provoqué la pire crise humanitaire au monde, selon l'ONU.

Reda A.

Ghaza

## Deux Palestiniens tués par des tirs de l'occupant israélien

**D**eux Palestiniens ont été tués jeudi par des tirs de soldats de l'armée d'occupation israélienne dans la bande de Ghaza, a indiqué jeudi le ministère de la Santé dans l'enclave palestinienne.

La première victime est un jeune, âgé de 28 ans, identifié comme Abdallah al-Shahri, tué à l'est de la ville de Khan Younés, selon cette source.

Selon toujours le ministère de la santé, la deuxième personne ayant trouvé la mort est un Palestinien tué tôt jeudi lors d'une frappe menée par l'aviation de l'occupant à l'est de la ville de Ghaza. Ces deux agressions interviennent à la veille d'une nouvelle journée de protestations dans l'enclave palestinienne. Au moins une trentaine de palestiniens ont été tués par les forces

de l'occupant israélien depuis le début, le 30 mars, d'une série de manifestations réclamant le «droit au retour» des réfugiés et la fin du blocus de l'enclave imposé par l'occupant depuis plus d'une décennie.

Cette marche, organisée et encadrée par des formations palestiniennes durant les deux précédents vendredis, a vu des dizaines de milliers de Palestiniens, notamment des femmes et des enfants, sortir et réclamé le droit au retour des réfugiés.

Quelques groupes de jeunes tenant de s'approcher des barrières déployées par les forces de l'occupation, ont essuyé des tirs à balles réelles provoquant la mort de 33 personnes et plus de 400 blessés.

Les forces d'occupation ont même ciblé déli-

bérément des journalistes, provoquant la mort de l'un d'eux, en dépit du fait qu'ils portaient lors de ces manifestations, des signes qui les distinguaient en tant que reporters.

Le Centre de Ghaza pour la liberté des médias a lancé un appel à la communauté internationale à intervenir pour défendre les journalistes palestiniens.

De son côté, la procureure de la Cour pénale internationale (CPI) a appelé le 8 avril dernier à fin du bain de sang dans la bande de Ghaza, avertissant que la cour pourrait juger les auteurs de crimes de guerre. «Le recours à la violence doit cesser», a déclaré Fatou Bensouda dans un communiqué diffusé par la CPI, dont le siège est à La Haye.

R. N.

Irak

## Au moins 16 morts dans un attentat au passage d'un cortège funéraire

Au moins 16 personnes ont été tuées et 14 blessées jeudi dans un attentat à la bombe commis au passage d'un cortège funéraire, a indiqué l'édile de la localité du nord de l'Irak où s'est produite l'attaque.

«Deux bombes ont explosé au moment où le cortège funéraire entrait dans le cimetière» du village d'Asdira, a expliqué Salaheddine Shaalane, le maire de cette localité située au sud d'Ach-Charqat, l'un des derniers bastions repris au groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) dans le nord du pays. «La plupart des blessés sont dans un état critique», a-t-il ajouté, laissant entendre que le bilan pourrait augmenter. Il s'agissait de funérailles de cinq combattants du Hachd al-Chaabi tués dans la nuit de mercredi à jeudi dans ce même village, situé à environ 250 km au nord de Baghdad. Les unités paramilitaires du Hachd ont joué un rôle dans la lutte contre l'EI comme supplétives des forces irakiennes.

Reda A.





Mali

## Poursuite de la mobilisation à l'approche d'échéances électorales cruciales

**Le gouvernement malien poursuit la mobilisation des moyens nécessaires pour mener à bien le processus politique dans le pays, qui s'apprête à vivre des échéances électorales cruciales, parallèlement à la mise en Oeuvre de l'accord de paix et de réconciliation, issu du processus d'Alger.**



**L**es prochaines élections dont le scrutin municipal prévu en avril prochain suivi de l'élection présidentielle le 29 juillet, puis des législatives, seront entourées de "meilleures conditions à travers tout le territoire malien, où l'autorité entière de l'Etat doit prévaloir", a-t-on soutenu à Bamako.

Dans ce contexte, le gouvernement malien n'a guère cessé de réitérer sa détermination à organiser ces échéances électorales dans les délais et dans les meilleures conditions.

Mercredi à New York, le ministre des Affaires étrangères malien, Tieman

Hubert Coulibaly, a promis des élections "transparentes" et "inclusives", au cours d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation au Mali, assurant que "les petits pas" accomplis pour "rétablir la confiance entre les acteurs" étaient "des pas sûrs".

Lors de la réunion, l'émissaire de l'ONU au Mali, Mahamat Saleh Annadif, responsable de la mission de paix (Minusma) a, de

son, souligné qu'il était "temps" pour les Maliens de "passer des promesses aux actes en respectant les échéances convenues".

Parmi les candidats annoncés à la prochaine présidentielle figurent l'ancien Premier ministre Moussa Mara, ainsi que Mohamed Ali Bathily, ex-ministre du président sortant, Ibrahim Boubacar Keïta.

Le président Keita avait déjà assuré que toutes les élections - et plus particulièrement la présidentielle et les législatives - se tiendront dans le respect des délais constitutionnels".

Bien que le président Keïta n'a toujours pas dit s'il se représenterait, une centaine d'associations de la majorité ont apporté leur soutien à sa candidature le 10 mars.

Parmi les autres candidats figurent le maire de Sikasso (sud), Kalifa

Sanogo, l'ancien ministre et militaire Moussa Sinko Coulibaly, le riche homme d'affaires, Aliou Boubacar Diallo, ainsi que deux hauts fonctionnaires internationaux, Modibo Koné, un ancien de la

Banque ouest-africaine de développement (BOAD), et Hamadoun Touré, ex-chef de l'Union internationale des télécommunications (UIT).

En janvier dernier, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, avait estimé que la tenue d'élections "transparentes, justes et pacifiques" était indispensable à la mise en œuvre de l'accord de paix et de réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, relevant que l'achèvement des élections présidentielle et législatives en 2018 ouvrira la voie au retour de l'autorité de l'Etat et à la consolidation du processus de décentralisation en cours.

Le Conseil de sécurité avait alors insisté sur l'importance de faire des progrès sur le fond avant la tenue des élections maliennes, relevant l'urgence de "faire avancer la décentralisation, y compris en tenant des consultations où les parties examineraient la législation existante, et en adoptant une législation sur la création d'une police territoriale régionale".

Il est aussi question d'assurer le fon-

ctionnement des administrations provisoires dans le Nord du Mali et de faire avancer les processus de cantonnement et de désarmement, de démobilisation et de réintégration, y compris en établissant des critères d'admission et des quotas de réintégration appropriés, a-t-il insisté. L'objectif étant de "faire avancer la réforme du secteur de la sécurité afin de parvenir au redéploiement progressif des forces armées et des forces de sécurité reconstituées au Mali, mettre en place le Mécanisme opérationnel de coordination à Kidal et à Tombouctou".

Dans sa déclaration sur la situation au Mali, le Conseil de sécurité a réaffirmé son "plein appui" à l'Algérie, chef de file de la médiation internationale, et au chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma), Mahamat Salah Annadif, pour leurs efforts déployés dans le processus de paix au Mali.

K. T.

Niger

### Remaniement du gouvernement

■ Le président nigérien Mahamadou Issoufou a procédé mercredi à un remaniement du gouvernement avec notamment le départ du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Ibrahim Yacoubou, remplacé par Kalla Ankourao, a indiqué un communiqué du Secrétariat général du gouvernement, diffusé sur la télévision publique Télé-Sahel dans son journal du soir.

M. Kalla Ankourao, membre influent du Comité exécutif du parti au pouvoir, le PNDS (Parti nigérien pour la Démocratie et le Socialisme), a déjà occupé le ministère de l'Équipement dans le premier gouvernement du président Mahamadou Issoufou. Quant à Ibrahim Yacoubou, il est le président du Mouvement des Patriotes du Niger (MPN-Kiishin Kassa, majorité présidentielle).

Ancien candidat au premier tour à la présidentielle de 2016, il avait soutenu le président Mahamadou Issoufou, au second tour.

Il quitte le gouvernement ainsi que deux ministres de son parti: la ministre de la Communication, Mme Sani Hadiza Koubra, remplacée à ce poste par Habi Mahamadou Salissou, alors ministre de la Ville et de la Salubrité urbaine, ainsi que celui des Enseignements secondaires, Sani Abdourahmane, qui cède son portefeuille à Mohamed Sanoussi Elhadj Samro.

Ce gouvernement, à l'instar du précédent, compte au total 43 membres, avec comme Premier ministre Brigi Rafini.

R. A.

Ouganda

## 11 lions retrouvés morts dans un parc national

**O**nze lions, dont huit lionceaux, ont été retrouvés morts dans le parc national reine Elizabeth en Ouganda (sud-ouest), dans des circonstances encore non élucidées, a-t-on appris jeudi de source officielle.

"Nous avons perdu trois lionnes et huit lionceaux, soit 11 morts", a déclaré à l'AFP Bashir Hangi, chargé de communication à l'Autorité ougandaise de la faune (UWA).

"Une enquête a été ouverte, mais nous soupçonnons un empoisonnement. Mais ce n'est encore qu'un soupçon et nous tentons

d'établir la cause réelle de la mort", a-t-il ajouté.

Selon lui, les lions ont été retrouvés morts près du village de pêcheurs d'Hamukungu, dans le parc reine Elizabeth, un endroit très populaire auprès des touristes.

Des lions ont déjà été tués en Ouganda et en particulier dans ce parc. Entre mai 2006 et juillet 2007, 15 lions avaient été tués dans cette zone après avoir été empoisonnés par des personnes soupçonnées d'appartenir aux communautés locales, selon un

rapport d'experts.

En mai 2010, cinq lions avaient été tués dans le même parc, après avoir probablement été empoisonnés par des éleveurs en quête de pâturages.

Selon un rapport de la Société de préservation de la faune (WCS) datant de 2006, les touristes qui se rendent au parc reine Elizabeth espèrent avant tout y voir des lions et des léopards, les deux espèces de carnivores dont le nombre est en déclin en Ouganda.

AFP

Centrafrique

## Deux morts dans une mutinerie

**U**ne mutinerie a eu lieu à la prison centrale Ngaragba de Bangui mardi après-midi, faisant deux morts et un blessé, a annoncé jeudi la Mission de l'ONU en Centrafrique (Minusca) dans un communiqué.

"Les troubles créés par les détenus ont entraîné deux pertes en vie humaine et un cas de blessure grave dans leurs rangs ainsi que des dégâts matériels sur les infrastructures de la prison. Aucun détenu n'est cependant parvenu à s'évader", indique le communiqué reçu par l'AFP. La Minusca y "condamne la mutinerie".

Des Casques bleus et des forces de sécurité centrafricaines avaient été déployées mardi autour de la prison de Ngaragba, dans le sud de Bangui, selon un constat de l'AFP.

"Face à la détermination des détenus de prendre le contrôle de la prison et de s'évader et, après l'échec des tentatives de négociation, les forces de sécurité intérieure, appuyées par la Minusca, ont dû faire usage de la force pour le retour de l'ordre", poursuit le texte.

Des coups de feu avaient été entendus au sein de la prison, selon des témoignages à

l'AFP.

Mardi après-midi, des affrontements entre une patrouille composée de Casques bleus et de soldats centrafricains, et des milices du quartier musulman du PK5 de Bangui, ont fait au moins 19 morts, dont un Casque bleu, et une centaine de blessés.

Mercredi, le président Faustin-Archange Touadéra, estimant que des "bandits ont pris la population en otage" au PK5, a condamné ces violences, inédites dans la capitale centrafricaine depuis son élection en 2016.

En septembre 2015, lors de la dernière flambée de violences meurtrières dans la

capitale - plus de 40 morts selon l'ONU -, plus de 500 prisonniers de la prison de Ngaragba s'étaient évadés.

La Centrafrique est embourbée dans un conflit meurtrier depuis 2013. Les groupes armés contrôlent une majeure partie du territoire, où ils combattent pour le contrôle des ressources naturelles et de l'influence.

L'Etat centrafricain n'a lui d'autorité que sur une maigre partie du territoire. La capitale Bangui avait été jusque là relativement épargnée des combats entre l'ONU et les groupes armés.

Agence



# Trump, un menteur invétéré au comportement «mafieux» selon l'ex-chef du FBI

**Le président américain, Donald Trump, est un menteur invétéré soumettant son entourage à un code de loyauté rappelant l'attitude d'un chef «mafieux», estime dans ses mémoires l'ex-patron du FBI, James Comey.**

**D**ans ce livre très attendu dont des passages ont fuité dans la presse jeudi, quelques jours avant sa sortie, l'ex-chef policier décrit un locataire de la Maison Blanche obsédé par des détails scabreux le concernant. M. Comey relate ainsi que le président lui a demandé d'enquêter sur des allégations le mettant en présence de prostituées russes en 2013 dans un hôtel à Moscou. «Je suis germanophile. Ce ne serait pas possible que je laisse des gens se faire pipi dessus devant moi», aurait dit le milliardaire à propos des relations sexuelles prêtées aux prostituées, au cours desquelles elles se seraient urinées dessus à sa demande. «J'ai laissé échappé un rire», écrit M. Comey, toujours selon cet extrait relayé par le Washington Post.

Ce «dossier» avait été rédigé par un ancien agent du renseignement britannique pour le compte d'opposants politiques au candidat républicain. Jugé crédible dans un premier temps par le renseignement américain, son authenticité avait ensuite été complètement remise en question.

Lors de cette discussion dans la tour Trump en janvier 2017, M. Trump a demandé au chef du FBI de tordre le cou à ces affirmations qui lui étaient très défavorables «au cas où il existerait une seule chance sur 100 qu'elles soient prises au sérieux par sa femme, Melania», selon James Comey. Cet échange avec le président «m'a fait revenir au début de ma carrière, quand j'étais procureur face au Milieu», a-t-il ajouté. L'ex-chef policier



a décrit une scène digne de la mafia: «Le cercle silencieux qui acquiesce. Le boss qui fait le jour et la nuit. Les serments de fidélité. La vision du monde selon laquelle tous sont contre nous. Le mensonge généralisé, qu'il soit petit ou gros, au service d'une sorte de code de loyauté qui place l'organisation au-dessus de la moralité et de la vérité».

**«Immoral»**

Pour James Comey, «ce président est immoral, détaché de la vérité et des valeurs institutionnelles». «Son leadership est transactionnel, axé sur l'ego et sur la loyauté personnelle», insiste-t-il. Les mémoires de James

Comey, intitulés «A Higher Loyalty: Truth, Lies, and Leadership», retracent ses 20 ans de carrière comme procureur à New York puis ministre adjoint de la Justice dans le gouvernement de George W. Bush, et chef du FBI entre 2013 et 2017. A la Maison-Blanche comme chez les responsables républicains, le livre a fait naître des craintes sur les dégâts qu'il pourrait infliger à une présidence Trump déjà affectée par des rumeurs, limogeages et démissions.

Le Parti républicain a d'ores et déjà mis en ligne un site intitulé «Lyn' Comey» («Comey le menteur»), où l'on peut notamment voir défiler une série de citations de

personnalités politiques, désobligeantes pour l'ex-patron du FBI. Le livre, qui sort le 17 avril, s'est un temps hissé en tête du classement des pré-ventes d'Amazon, grandement aidé par les messages vengeurs sur Twitter de Donald Trump qui l'avait limogé en mai 2017. Lors d'une audition extraordinaire au Sénat, James Comey avait révélé les pressions venues de la Maison Blanche, le fait que le président ait exigé sa «loyauté» et qu'il lui ait demandé d'abandonner un volet de l'enquête portant sur le général Michael Flynn, son conseiller à la sécurité nationale, forcé à la démission.

AFP

## Sans Trump, les dirigeants du continent américain réunis à Lima

■ Préoccupés par les scandales de corruption et la tension politique au Venezuela, une quinzaine de pays se réunissent vendredi et samedi à Lima pour le Sommet des Amériques, en l'absence, pour la première fois depuis sa création, du président des États-Unis. Le choix du Pérou comme pays-hôte de cette réunion ne pouvait pas illustrer mieux les maux actuels de l'Amérique latine: son président Pedro Pablo Kuczynski a récemment démissionné en raison de ses liens avec le géant de la construction Odebrecht, qui avait tissé un réseau de corruption dans toute la région.

Et c'est ici qu'est né le groupe de Lima, alliance de 14 pays d'Amérique qui fait pression depuis plusieurs mois sur Caracas pour dénoncer les dérives autoritaires du gouvernement de Nicolas Maduro, tout comme le fait le président américain, Donald Trump.

La capitale péruvienne aurait pu permettre une rencontre inédite entre les deux dirigeants, qui ne cessent de s'invectiver à distance depuis des mois, mais celle-ci n'aura pas lieu: M. Maduro s'est vu retirer son invitation et M. Trump a finalement choisi de rester à Washington «pour superviser la réponse américaine à la Syrie», selon la Maison-Blanche.

Le Venezuela devrait toutefois rester au cœur des discussions à Lima, ce que souhai-

te l'opposition: «La crise vénézuélienne doit être à l'agenda du Sommet des Amériques», a plaidé l'un de ses dirigeants, l'ex-maire de Caracas Antonio Ledezma, qui a fui en Espagne alors qu'il était assigné à résidence dans son pays.

«Ce n'est pas une faveur que nous demandons pour le Venezuela, il s'agit d'un problème du continent» dans son ensemble, a-t-il argumenté face à la communauté vénézuélienne à Lima.

Deux manifestations, l'une pour M. Maduro, l'autre contre lui, ont eu lieu jeudi dans la capitale péruvienne.

Un millier de personnes se sont rassemblées dans le centre de Lima pour exprimer leur soutien au président Maduro. A un kilomètre de là, quelque 3.000 Vénézuéliens résidant au Pérou, menés par Antonio Ledezma, manifestaient contre lui. «A bas Maduro», «Maduro dictateur», déclaraient des pancartes brandies par des participants.

Lassés de la violente crise politique, économique et sociale qui secoue le pays, de nombreux habitants ont préféré l'exode: selon les services migratoires péruviens, en janvier ils étaient 100.000 à avoir choisi de s'installer au Pérou.

Dans une région qui a viré à droite ces dernières années, un front commun contre Nicolas Maduro pourrait voir le jour afin,

notamment, de ne pas reconnaître le résultat du scrutin présidentiel anticipé du 20 mai prochain.

**«Culture d'intégrité»**

Autre sujet d'inquiétude dans la région et thème officiel du Sommet: la corruption, au moment où les scandales éclaboussent plusieurs dirigeants outre M. Kuczynski.

L'ex-président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, condamné à 12 ans de réclusion, est ainsi en prison depuis samedi, et l'ancien vice-président équatorien Jorge Glas est derrière les barreaux dans ce même dossier Odebrecht.

Au pouvoir depuis seulement trois semaines, le président péruvien Martin Vizcarra a appelé jeudi, lors d'une réunion de chefs d'entreprises en amont du Sommet, à «faire face de manière décisive au problème de la corruption, en promouvant une culture d'intégrité dans notre région».

«La croissance économique durable ne peut survenir sans cadre institutionnel», a-t-il prévenu, exigeant la fin du versement de pots-de-vin et de «l'attribution de chantiers publics aux candidats inadéquats».

A Lima, Donald Trump sera représenté par le vice-président américain Mike Pence ainsi que par sa fille et conseillère Ivanka, qui présentera une initiative pour donner plus de pou-

voir économique aux femmes latino-américaines.

Son absence, la première d'un président américain à ce conclave régional lancé par Bill Clinton en 1994, est vécue comme un véritable camouflet en Amérique latine, longtemps vue comme l'arrière-cour des États-Unis.

«Pour Trump, l'Amérique latine, sauf éventuellement le Mexique, est au niveau de son vice-président», observe Kevin Casas, ancien vice-président du Costa Rica, désormais directeur de la société de consultants Analitica Consultores.

«C'est un message que nous soupçonnions tous plus ou moins, maintenant ça ne peut pas être plus clair et c'est comme ça que va le voir la région. Et la Chine aussi».

Symbole de l'influence grandissante de l'Asie dans cette partie du monde: la signature en mars par onze pays des deux rives du Pacifique de l'accord de libre-échange transpacifique (TPP), donné pour mort il y a un an après le retrait des États-Unis.

Pendant ce temps, les tensions entre M. Trump et l'Amérique latine, où il ne s'est toujours pas rendu depuis son arrivée au pouvoir en janvier 2017, sont croissantes, notamment avec le Mexique, dont il critique l'afflux migratoire et l'accord de libre-échange (Alena, avec aussi le Canada) en vigueur depuis 1994.

AFP



# Le futur secrétaire d'Etat promet d'être ferme, mais pas va-t-en-guerre

## Trump veut réfléchir à nouveau au Partenariat transpacifique

■ Donald Trump a chargé ses conseillers sur les questions commerciales de réfléchir à un retour des Etats-Unis au sein du Partenariat transpacifique (TPP), accord multilatéral de libre-échange qu'il a dénoncé l'an dernier, a annoncé jeudi une porte-parole de la Maison blanche.

«Ne rejoindrais le TPP que si l'accord était substantiellement meilleur que celui proposé au président Obama», a précisé Trump dans un tweet publié en fin de soirée.

«Nous avons déjà des accords bilatéraux avec six des onze nations du TPP et nous travaillons pour conclure un accord avec la plus grande de ces nations, le Japon, qui nous a frappés durement sur le commerce depuis des années», poursuit le président américain.

Le président américain a rencontré jeudi des sénateurs républicains et il leur a annoncé avoir demandé au représentant américain au Commerce, Robert Lighthizer, et au conseiller économique de la Maison-Blanche, Larry Kudlow, de rouvrir des négociations, a indiqué la Maison blanche.

Evoquant ses craintes en termes d'emplois, Donald Trump a retiré début 2017 les Etats-Unis de ce pacte négocié depuis 2008, ce qui n'a pas empêché par la suite les 11 autres pays du pourtour Pacifique impliqués dans ce projet de conclure leur accord sans les Américains.

Parmi les pays adhérents figurent le Canada et le Mexique, qui sont déjà en train de renégocier les termes de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) avec les Etats-Unis.

Une source gouvernementale canadienne a refusé de se prononcer, soulignant qu'il n'y avait pas eu de contact officiel à ce sujet entre Washington et Ottawa.

Au Japon, le ministre des Finances, Taro Aso, a estimé qu'un éventuel retour des Etats-Unis dans cet accord multilatéral serait une bonne nouvelle. «Si cela est vrai, je m'en féliciterai», a-t-il dit à la presse.

Il a ajouté que le sujet serait au menu de la rencontre programmée la semaine prochaine à Washington entre le chef du gouvernement japonais, Shinzo Abe, et Donald Trump.

Au Sénat, où il était entendu par la commission des Affaires étrangères dans le cadre de la procédure de confirmation de sa nomination, le secrétaire d'Etat américain désigné, Mike Pompeo, a déclaré qu'il n'avait pas été mis au courant de cette initiative.

«Cette information était nouvelle pour moi», a-t-il dit en réponse à une question. Mais il a rappelé qu'en tant qu'élus du Congrès, il avait personnellement soutenu l'accord portant création du TPP et l'a replacé dans le contexte d'essor de la Chine dans la région Asie-Pacifique.

«Il y a une composante économique face à ce que la Chine essaie de faire. Il y a aussi une composante diplomatique. Nous devons être très engagés (dans cette région) et j'ai confiance dans le fait que notre administration le fera», a-t-il poursuivi.

Reuters



**Le futur secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, a tenté jeudi, lors de son audition par le Congrès, de se défaire de son étiquette de «faucou» en promettant d'être ferme, mais pas va-t-en-guerre, notamment sur l'Iran et la Corée du Nord.**

« **L**a guerre est toujours et doit toujours être en dernier ressort », a lancé le directeur de la CIA devant la commission des Affaires étrangères du Sénat, appelée à confirmer ou non sa nomination par Donald Trump à la tête de la diplomatie américaine.

Cet ex-militaire de 54 ans a assuré qu'il n'était ni le «faucou» ni le «va-t-en-guerre» souvent dépeint dans la presse.

Mike Pompeo doit remplacer Rex Tillerson, limogé en mars et souvent vu comme plus modéré que le président américain en politique étrangère. Sa nomination, avec celle de John Bolton comme conseiller à la sécurité nationale, a été jugée emblématique d'un durcissement de l'administration américaine.

Dans un communiqué jeudi soir, M. Bolton a tressé des louanges à son «bon ami» M. Pompeo. «Nous avons besoin de lui comme secrétaire d'Etat pour soutenir le président alors que nous sommes aux prises avec les questions de politique étrangère les plus difficiles de notre époque», a-t-il déclaré.

S'il est confirmé par les sénateurs - un obstacle que cet ex-élu républicain du Kansas devrait franchir -, le chef espion qui a su gagner la confiance du président va se retrouver face à une série d'échéances délicates. Sur la plus brûlante d'entre elles, il a estimé à plusieurs reprises que Donald Trump avait bien l'autorité légale nécessaire pour décider, si nécessaire,

de frappes contre le régime de Damas en riposte à une attaque chimique présumée.

### «Coups de tête»

Mais outre cette crise qui rend de plus en plus dangereuse la confrontation avec la Russie, le président américain doit décider d'ici mi-mai s'il «déchire» l'accord sur le nucléaire iranien de 2015, puis rencontrer d'ici début juin le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un pour un sommet historique dont Washington espère qu'il ouvre la voie à une «denucléarisation» de Pyongyang.

L'opposition démocrate a d'ailleurs questionné Mike Pompeo sur la politique étrangère de Donald Trump, «guidée par les coups de tête et pas par une stratégie» et «qui a laissé l'Amérique isolée et seule», selon le sénateur Robert Menendez. Le républicain Bob Corker, président de la commission, l'a aussi appelé à encadrer le président. Et sur les principaux dossiers qui l'attendent, le futur secrétaire d'Etat s'est voulu rassurant.

Sa «première priorité» sera de «débarrasser le monde d'une Corée du Nord nucléaire» en continuant la «campagne de pression» et de sanctions, a-t-il dit, assurant s'être préparé au sommet Kim-Trump pour «ne pas répéter les erreurs du passé».

Mais il a concédé que le passé n'incitait pas à l'optimisme, confirmant que l'option militaire devait être prête en cas d'échec des négociations. «Je n'ai jamais été partisan d'un changement de régime» à Pyongyang, a-t-il insisté. Pas plus qu'à Téhéran.

Ce critique de l'accord conclu par l'administration démocrate de Barack Obama pour éviter que l'Iran se dote de la bombe atomique a aussi affiché une approche très diplomatique sur cet autre dossier prioritaire.

### «Efforts diplomatiques»

«Je veux améliorer cet accord», a-t-il affirmé. Donald Trump a donné aux signataires européens du texte (France, Royaume-Uni et Allemagne) jusqu'au 12 mai pour le durcir. Faute de quoi, il menace de le «déchirer» et de rétablir les sanctions contre Téhéran. «S'il s'avère qu'il n'y a aucune chance de l'améliorer, je recommanderai au président de faire de notre mieux avec nos alliés pour trouver un meilleur résultat et un meilleur accord», a-t-il dit, refusant de plaider pour un retrait américain. «Il n'y a pas, que je sache, de signes indiquant qu'en cas de fin de l'accord les Iraniens se précipiteraient pour créer une arme nucléaire.» Mike Pompeo qui, à la tête de la CIA, a évoqué une possible nouvelle cyberattaque russe sur les élections législatives de novembre aux Etats-Unis, après l'ingérence dans la présidentielle de 2016 dénoncée par le renseignement américain, a estimé que Vladimir Poutine n'avait «pas encore suffisamment reçu le message» de fermeté de Washington. «La politique modérée» à l'égard de Moscou, «c'est fini», a-t-il promis. Quant à la Chine, il a souhaité un partenariat «plus fructueux» alors que plane le spectre d'une guerre commerciale.

Mike Pompeo a enfin vanté les mérites des diplomates américains, là où Rex Tillerson était souvent accusé de manquer de considération à leur égard. Il a aussi dû se défendre de toute attitude discriminatoire face aux élus qui le plaçaient face à ses déclarations controversées sur les musulmans ou les homosexuels. «Le Pompeo que j'ai entendu aujourd'hui est bien différent du Pompeo du passé», a ironisé à la fin de cette audition de près de cinq heures le démocrate Menendez. «Pour lequel suis-je appelé à voter?» La date du vote des sénateurs n'a pas été fixée.

AFP



Equateur

# Craintes pour la vie d'une équipe de journalistes enlevés

Une grande inquiétude régnait jeudi en Equateur sur le sort d'une équipe de journalistes enlevés par des guérilleros colombiens présumés, après la publication de photos qui font craindre que les trois Equatoriens aient pu être assassinés.

Le président équatorien Lenin Moreno, arrivé jeudi à Lima pour participer au Sommet des Amériques, a annoncé qu'il repartait immédiatement pour Quito en raison d'une «situation critique» relative au sort de cette équipe.

«J'ai décidé de rentrer immédiatement en Equateur en raison de la situation critique que nous vivons en ce moment», a écrit M. Moreno sur son compte Twitter.

A son arrivée à Quito, le président équatorien a déclaré qu'il donnait douze heures aux ravisseurs pour dire si leurs trois otages étaient en vie.

«Dans le cas contraire, nous agissons avec la plus grande fermeté» pour «punir ces gens qui violent tous les droits de l'Homme», a averti M. Moreno, qui paraissait au bord des larmes.

Une équipe du quotidien El Comercio de Quito, le reporter Javier Ortega, le photographe Paul Rivas et le chauffeur Efrain Segarra, ont été enlevés le 26 mars lors d'un reportage à la frontière entre l'Equateur et la Colombie.

- Dissidents des Farc -

Ils ont été capturés par des dissidents présumés de l'ancienne guérilla colombienne des FARC liés au trafic de drogue.

M. Moreno s'était rendu à Lima en compagnie de proches des trois hommes, qui désiraient y rencontrer le président colombien Juan Manuel Santos en marge du Sommet des Amériques, qui se tient vendredi et samedi dans la capitale péruvienne.



Le président Moreno a décidé de rentrer d'urgence à Quito après que la chaîne de télévision colombienne RCN a annoncé avoir reçu des photos qui pourraient montrer les corps des trois hommes de l'équipe d'El Comercio.

RCN a fait parvenir ces photos aux autorités équatoriennes par l'intermédiaire de deux ONG de défense de la liberté de la presse.

A ce stade, les autorités de Quito ont relevé sur les photos des

éléments inquiétants mais n'ont pas confirmé que les Equatoriens détenus aient été tués.

Selon le colonel Fausto Olivo, un responsable du service équatorien de médecine légale, on peut voir sur deux des photographies

des vêtements qui pourraient correspondre à certains des vêtements des otages.

Par ailleurs, «une étude biométrique du visage» d'un homme visible sur ces photos donne «une forte probabilité» qu'il s'agisse du visage d'un des otages, a ajouté ce responsable.

«Pas de confirmation»

Cependant, «il n'y a pas pour le moment de confirmation» que les otages aient été tués par les guérilleros dissidents, a déclaré le gouvernement.

«Nous nous sommes rapprochés des autorités colombiennes, qui ont elles aussi effectué une analyse et des expertises des photos, et elles ne sont pas non plus concluantes», a déclaré à la presse le ministre équatorien de l'Intérieur, Cesar Navas.

Les trois hommes de l'équipe d'El Comercio avaient été enlevés alors qu'ils effectuaient un reportage dans la localité équatorienne de Mataje, limitrophe de la Colombie.

Leurs ravisseurs seraient des guérilleros colombiens dissidents groupés sous le nom de Front Oliver Sinisterra et liés au trafic de drogue.

Cette organisation, qui compte entre 70 et 80 hommes, est dirigée par un Equatorien, Walter Artizala, surnommé Guacho, qui est l'un des

hommes les plus recherchés aussi bien en Colombie qu'en Equateur.

Le groupe opère dans une zone forestière utilisée pour l'acheminement de la drogue.

Au début de la semaine, un communiqué supposé de ce groupe - dont l'authenticité a été mise en doute par les autorités colombiennes et équatoriennes - avait annoncé que les otages étaient morts.

Selon ce texte diffusé par la presse colombienne, les deux journalistes et le chauffeur avaient été tués au cours d'une opération de sauvetage manquée menée conjointement par les deux gouvernements. L'Equateur avait nié avoir effectué des opérations dans la zone où le groupe clandestin est actif. La Colombie avait elle aussi démenti avoir mené «des actions spéciales» visant à libérer les otages.

Une éventuelle confirmation de la mort des trois otages serait un coup très dur pour l'Equateur, pays qui n'avait jamais été confronté à des enlèvements de journalistes et se vantait d'être un havre de paix au milieu des problèmes causés dans la région par le trafic de drogue en Colombie.

Reuters

Italie

## Berlusconi toujours en travers d'une alliance M5S/Ligue

Le président italien, Sergio Mattarella, a mené jeudi une deuxième tournée apparemment infructueuse de consultations sur le futur gouvernement, qui achoppent pour l'instant sur la place de la droite de Silvio Berlusconi.

Luigi Di Maio, 31 ans, chef de file du Mouvement 5 Etoiles (M5S, antisystème), premier parti d'Italie avec plus de 32% des voix aux législatives du 4 mars, et Matteo Salvini, 45 ans, chef de la Ligue (extrême droite) et leader de la coalition de droite arrivée en tête avec 37% des voix, se disent prêts à gouverner ensemble.

Mais M. Di Maio exige que la Ligue rompe au préalable son alliance avec la droite de M. Berlusconi, que le M5S considère comme l'incarnation de tous les maux de la vieille classe politique, ce à quoi M. Salvini, qui tout seul ne pèse plus que 17% des voix, se refuse.

En dépit de fortes dissensions et rivalités internes, MM. Salvini et Berlusconi ont voulu afficher leur unité en se présentant ensemble devant M. Mattarella.

A la sortie, le vieux milliardaire s'est cependant livré à un véritable sketch, laissant M. Salvini lire un communiqué commun tout en mimant le texte à côté.

«Il est nécessaire de former

un gouvernement qui puisse trouver une majorité stable entre partis responsables. La droite y est prête de manière unitaire, avec la participation de toutes ses composantes», a martelé M. Salvini, en précisant qu'il revenait à la Ligue de proposer le futur chef du gouvernement.

A la fin, M. Berlusconi n'a pas pu s'empêcher de saisir les micros pour lancer: «Je compte sur vous, soyez sérieux, sachez distinguer qui est un démocrate et qui ne connaît même pas le B-A-ba de la démocratie».

Alliés «pas mûrs»

La formule n'a pas du tout plu à M. Di Maio, passé juste après. Le chef de file du M5S a rappelé les «synergies» entre son mouvement et la Ligue et appelé le magnat des médias à «se mettre de côté» pour permettre au pays d'avancer.

Il a répété qu'il était prêt à discuter d'une alliance «à l'Allemande» autour d'un projet précis soit avec la Ligue, soit avec le Parti démocrate (PD), le grand perdant du 4 mars avec cependant encore 19% des voix.

Le PD est profondément divisé entre ceux qui préfèrent rester dans l'opposition plutôt que de servir de «béquille» à qui que ce

soit et ceux qui prônent un dialogue pour barrer la route à une éventuelle alliance antisystème M5S-Ligue. La question risque de ne pas être tranchée avant le 21 avril, date à laquelle le PD doit se choisir un nouveau secrétaire général après la démission de M. Renzi. Une autre échéance pèse sur la coalition de droite: des élections régionales le 29 avril dans le Frioul (nord-est), où la Ligue peut l'emporter si elle maintient son alliance avec la droite de M. Berlusconi.

Reconnaissant que ses alliés potentiels ne sont «pas mûrs», M. Di Maio a évoqué la création par le M5S d'un «comité scientifique» chargé d'analyser les différents programmes pour en évaluer les points de compatibilité.

Vendredi matin, M. Mattarella doit recevoir les présidents des deux chambres du Parlement ainsi que son prédécesseur Giorgio Napolitano. Il pourrait confier à l'un d'eux un mandat exploratoire pour tenter de faire avancer les discussions, ou prévoir un troisième tour de consultations. Selon la presse italienne, le président souhaite que le futur gouvernement soit en place pour le conseil européen des 28 et 29 juin.

AFP

Pakistan

## L'ex-Premier ministre Sharif banni de la vie politique

■ L'ancien Premier ministre pakistanais Nawaz Sharif a été banni à vie de la vie politique par la Cour suprême du pays, rapportent vendredi plusieurs médias locaux. Destitué en juillet dernier par la même instance, Nawaz Sharif a été jugé en novembre pour son implication dans une affaire de corruption. L'enquête le visant a été initiée à la suite de révélations dans l'affaire des «Panama Papers», en 2016, portant notamment sur les propriétés de sa famille à Londres.

Reuters

Etats-Unis

## Les voyageurs devront se plier à des mesures de sécurité plus strictes

■ Les voyageurs prenant l'avion aux Etats-Unis à partir de cet été devront se plier à des mesures de sécurité plus strictes, qui les obligeront notamment à sortir la nourriture de leur bagage cabine avant que ce dernier ne passe aux rayons-X. L'autorité américaine des transports, la TSA (Transportation Security Administration), a annoncé jeudi que les produits qui pourraient compliquer la lecture des rayons-X devront être enlevés des bagages cabine avant de passer dans le scanner, comme c'est déjà le cas pour les ordinateurs portables.

«Les agents de la TSA pourront demander aux voyageurs de séparer de leurs bagages à main plusieurs objets, comme la nourriture ou les objets qui peuvent encombrer les sacs», explique la TSA dans un communiqué. Ces nouvelles mesures commencent à être implémentées dans certains aéroports américains, ce qui rallonge le temps d'attente au passage de la sécurité. La TSA a notamment cité le danger représenté par certains groupes comme l'organisation terroriste autoproclamée Etat islamique (El/daech) pour justifier cette nouvelle décision.

H. K.



Salon international de la créativité

# Participation de 12 pays africains

**Des créateurs venus de 12 pays africains, dont le Mali en invité d'honneur, participent au 4<sup>e</sup> Salon international de la créativité prévu du 17 au 21 avril à Alger, ont annoncé, lundi, les organisateurs.**



**L**e salon, limité dans ses précédentes éditions aux créateurs algériens, accueillera des créateurs et des troupes musicales de Tunisie, d'Égypte, du Maroc, du Bénin, du Sénégal, entre autres, dans le cadre d'un programme qui s'étalera sur cinq jours au Palais de la Culture Moufidi-Zakaria, a indiqué à la presse le directeur général de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda).

Des rencontres thématiques sur l'art, la littérature et les langues figurent dans le programme, a ajouté Sami Bencheikh El Hocine.

L'écrivain franco-algérien Anouar Benmalek animera aux côtés de l'écrivain et conteur malien, Ousmane Diarra une rencontre sur «Les langues anciennes dans la littérature», alors que le plasticien Hellal Zoubir, également commissaire du salon, devra animer aux côtés de l'écrivain et critique d'art ivoirien, Yacouba Konaté, une conférence sur le marché de l'art en Afrique.

Les droits d'auteurs seront également au menu de cet événement qui prévoit une rencontre sur la copie privée (taxe forfaitaire reversée aux artistes pour compenser les

pertes occasionnées par l'utilisation privée de leurs oeuvres), animée par la vice-présidente de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (Ompi), Sylvie Forbin, aux côtés d'experts de la Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs (Cisac), organisation non gouvernementale dont l'Algérie est membre.

Le programme artistique du salon comprend, d'autre part, des concerts de musique de groupes algériens qui devront se partager la scène du Palais de la culture avec des troupes musi-

cales venues d'Afrique subsaharienne.

Par ailleurs, M. Bencheikh a annoncé que le prix Miriam Makeba de la créativité artistique, sera décerné pour la première fois à Alger le 14 septembre prochain aux meilleurs créateurs africains, toutes disciplines artistiques confondues.

Doté de 100 000 dollars, le prix Miriam Makeba, du nom de la chanteuse ethno-jazz sud-africaine, est organisé par l'Onda en hommage cette artiste anti-apartheid qui avait pris part, en 1969 à Alger, au premier Festival panafricain.

H. M.

Promotion des droits d'artistes à Béchar

## La création d'une structure de l'ONDA recommandée

**L**a promotion des droits des artistes de Béchar à travers la création d'une structure régionale de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda) a été recommandée jeudi par les membres du Syndicat des artistes affiliés à l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta) à Béchar.

Le renforcement de la participation des artistes, groupes musicaux modernes et traditionnels et auteurs de la région aux manifestations nationales, a également été souhaité lors de cette rencontre.

Au cours d'un débat sur la situation des arts et des artistes de la région, les participants ont estimé «nécessaire» l'ouverture d'une annexe

régionale de l'Onda pour pouvoir, à l'instar des autres artistes et créateurs du pays, déposer leurs oeuvres auprès de cette structure chargée de la protection des intérêts moraux et matériels des auteurs et de leurs ayants droit, de leur protection sociale et surtout de celle du patrimoine culturel et musical.

«Nous valorisons les efforts déployés au titre du programme du résident de la République en matière de réalisation de plusieurs projets culturels en faveur de la région, dont un théâtre de 500 places et un Institut régional de musique qui sera inauguré prochainement, et souhaitons la promotion de nos créations et oeuvres artistiques à travers la

participation aux différentes manifestations nationales et autres activités culturelles et artistiques à travers le pays», a précisé à l'APS, Amar Amroun, compositeur de musique et responsable local du syndicat précité.

«Avec plus de 500 artistes, poètes, auteurs et autres ensembles et groupes de musique (traditionnelle et moderne), nous n'avons pas accès à l'Onda du fait de l'éloignement de ses structures de la région, et c'est à ce titre que nous recommandons l'ouverture d'une antenne de cet office dans notre wilaya et permettre à l'ensemble des artistes du sud-ouest des pays de bénéficier de ses prestations», a souligné M. Amroun qui se dit dis-

posé avec l'ensemble des membres de son syndicat à apporter aide et contribution à la création de cette structure régionale.

L'ouverture de cette structure, en plus de son apport à la protection sociale des auteurs, est aussi perçue «parmi nous comme une reconnaissance du travail et des créations artistiques des auteurs locaux, de même qu'elle permet le renforcement du répertoire musical national et la prise en charge du patrimoine culturel et artistique d'une région dont les stations de gravures rupestres de Taghit et Abadla témoignent d'un art plusieurs fois millénaires», ont soutenu plusieurs artistes et hommes de culture locaux.

R. B.

## Mois du patrimoine à Mila Séminaire sur l'art narratif et la poésie populaire

La commune de Télégma (au sud de Mila) accueillera, au cours du mois du patrimoine (18 avril-18 mai), le premier séminaire sur l'art narratif et la poésie populaire, ainsi que la deuxième édition de la manifestation sur le patrimoine culturel de la région, a-t-on appris jeudi auprès des associations organisatrices. Cet événement, premier du genre à Mila, sera l'occasion de faire revivre les traditions de la partie sud de la wilaya, notamment à travers l'art narratif et tout un assortiment de citations et de proverbes locaux, une kheima qui fera office de tribune pour les poètes du melhoun à Mila et ses environs, ainsi qu'une exposition d'habits et d'accessoires traditionnels, a fait savoir H'mida Talbi, président de l'association Ness El Baroud.

M. Talbi a ajouté que ce séminaire est organisé, en coordination avec les services de la direction de la culture de la wilaya de Mila et fait partie des activités prévues pour le mois du patrimoine, et ce pendant trois jours à partir du 28 avril en cours, en vue de faire revivre le patrimoine local et le faire connaître à la nouvelle génération.

De son côté, Farid Menacer, président de l'association de El Iza oua El Karama, a fait état de l'organisation également de la deuxième édition de la manifestation sur le patrimoine culturel de la région de Télégma, sous la supervision des directions de la jeunesse et des sports et la culture.

Cette même source a souligné, en outre, que cette manifestation dont la première édition a connu un franc succès, en drainant des dizaines de cavaliers de différents âges, constitue une tradition annuelle dans cette région visant à mettre en exergue des coutumes telles que l'équitation et le tir à la carabine, sans oublier l'art de la zorna, célèbre dans la région sud de la wilaya de Mila.

R. N.

## Préservation de l'environnement Projection d'un clip du chanteur Zayen

Une séance de projection d'un clip sur les mesures écologiques à entreprendre, réalisé par le chanteur Zayen dans le cadre d'une campagne de sensibilisation sur la cause environnementale, a été organisée mercredi au théâtre de la Maison de la Culture Mouloud Mammeri par la direction de la culture de la wilaya de Tizi Ouzou.

La séance de projection a été précédée par l'observation d'une minute de silence en hommage aux victimes du crash de l'avion militaire à Boufarik.

Plusieurs artistes ont participé à ce travail réalisé en plusieurs langues, arabe, tamazight, français et russe et dont les séquences ont été tournées dans plusieurs villages de Kabylie.

Intervenant à l'issue de la projection, le chanteur Zayen a souligné que ce travail «constitue un appel pour prendre soins de notre environnement».

«C'est une première dans les annales de la chanson kabyle», ont souligné, à l'unanimité, lors des débats, les artistes présents l'initiative et les efforts du jeune chanteur Zayen qui a eu l'idée de les réunir autour de cette cause.

Ils ont également, tour à tour, appelé à préserver l'environnement et à inculquer cette culture aux jeunes générations et aux écoliers qui constituent la relève.

La directrice de la culture de la wilaya de Tizi Ouzou, Nabila Goumziane, a, pour sa part, remercié les artistes participants à cette oeuvre et indiqué que le wali de Tizi Ouzou avait soutenu l'initiative en insistant sur la mise à la disposition de l'artiste de tous les moyens nécessaires.

H. Y.



## PAROLES DE FEMMES

«Une beauté sans grâce est une beauté sans appât.»  
Ninon de Lenclos



## FEMMES

## ILS ONT DIT :

«La grâce, plus belle encore que la beauté.»

Jean de La Fontaine

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

# Laetitia Hallyday ruinée et prête à tout pour gagner de l'argent



**Prise à la gorge financièrement, Laetitia Hallyday fait tout pour s'en sortir financièrement. Mais entre la vente échouée d'une Lamborghini et celle de la Savannah, la veuve du rockeur a bien du mal à subvenir à ses besoins.**

On l'a pensait à l'abri du besoin. Il n'en est rien. La disparition de Johnny a brisé le cœur de Laetitia, mais a également créé un immense vide dans son portefeuille. Depuis la mort de son mari, la veuve se bat pour garder son train de vie et stabiliser ses finances afin d'assurer ses lendemains et ceux de ses filles. Pourtant, la mère de Jade et Joy est en pleine tempête judiciaire et selon son avocat, elle est «asphyxiée financièrement». Laetitia est donc en train de tout mettre en œuvre pour récupérer de l'argent.

Selon des informations du magazine *Closer*, la veuve du Taulier aurait tenté de vendre la Lamborghini du chanteur. Une voiture de luxe qui aurait pu lui apporter entre 700 000 et 800 000 euros. C'était sans compter sur les petites cachoteries de Johnny : la star très dépensière louait en effet son bolide à un tiers et il est donc impossible de la vendre à l'heure actuelle.

Par ailleurs, Laetitia Hallyday souhaite toucher une partie de la retraite de Johnny Hallyday pour subvenir à ses besoins. La veuve a, d'ores et déjà, entamé une procédure visant à récupérer cette pension de réversion qui pourrait la maintenir à flots malgré ses grosses dépenses. Alors que nos confrères annoncent qu'elle doit toujours rémunérer les employés de la Savannah à Marnes-la-Coquette qui pourrait devenir un musée, elle s'apprête surtout à payer les 500 000 dollars que constituent la taxe foncière de sa villa à Los Angeles. Prise à la gorge, Laetitia va devoir trouver d'autres moyens de gagner rapidement de l'argent.

## SANTÉ

## Le stress empêche l'empathie

Face à des inconnus, nous avons du mal à ressentir la même émotion que celle qui les traversent. Le stress serait un des freins principaux à ce défaut d'empathie.

Voir quelqu'un dans la rue pleurer ne vous fait ni chaud ni froid ? Cette absence de compassion pour les émotions d'une personne qu'on ne connaît pas, s'expliquerait en partie par le stress.

Jeffrey Mogil, neuroscientifique à l'université McGill au Canada, s'est focalisé sur cette relation entre stress et empathie en réalisant des expériences sur des souris et des humains. «Vous pouvez obtenir les mêmes résultats chez

les souris et les humains», croit bon de préciser le chercheur.

La démonstration en a été donnée dans deux tests différents. D'abord, des souris ont reçu de la métyrapone, un médicament qui inhibe la production de cortisol, l'hormone du stress. Objectif : observer la réaction des rongeurs face à la douleur d'un autre congénère placé dans la même cage. Résultat, les souris ayant reçu un médicament ont exprimé beaucoup plus d'empathie que des souris qui étaient soumises à un niveau de stress intense.

Ensuite, cette association entre stress et empathie a été

vérifiée sur des participants humains. Il leur a été demandé d'observer une personne, connue ou inconnue, en train de plonger pendant 30 secondes la main dans l'eau glacée. Au final, les volontaires ont partagé la même souffrance que le cobaye, uniquement quand celui-ci leur était familier.

### Lutter contre le stress pour être plus empathique ?

«Ce qui empêche les personnes de ressentir de l'empathie envers les autres à un niveau très basique est le fait qu'elles sont stressées parce qu'elles se trouvent en contact

étroit avec des personnes qu'elles n'ont jamais rencontrées auparavant. Donc l'empathie est incapable de se manifester», résume Jeffrey Mogil, dans la revue spécialisée *Current Biology*. «Le stress produit par le cerveau peut agir comme une barrière sur le système empathique. Peu de gens réalisent qu'ils sont angoissés face à l'inconnu, mais c'est souvent le cas».

Tony Buchanan, neuroscientifique à l'université Saint Louis, aux Etats-Unis, qui a également travaillé sur les effets du stress, pense qu'agir contre le stress pourrait donc augmenter l'empathie entre les individus.



## LE LIN

## Nouvelle jeunesse au rayon beauté

Enfouis au cœur des graines et des fleurs, les actifs de cette belle plante nourrissent désormais les peaux assoiffées. Et pas seulement, car les cheveux aussi peuvent en profiter !

Quand on pense au lin, on pense au tissu... Pas étonnant, car depuis l'Egypte ancienne, ces fibres servent à confectionner des vêtements. Dans la Bible, on retrouve même de nombreuses références à cette matière. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le coton fait son apparition et... détrône le lin. Mais cette petite fleur bleue a bien d'autres utilités. Avec les graines de ses fruits, on fabrique une farine utilisée en pharmacie pour réaliser des cataplasmes. On en extrait aussi une huile qui permet, entre autres, de protéger et de renforcer le bois.

En cosmétique, on retrouve principalement des extraits de graines de lin dans des soins adoucissants,

hydratants ou reconstituants, choisis pour leurs propriétés filmogènes. Ainsi, «la fleur de lin, qui n'a pourtant pas de parfum particulier, est souvent présente dans des gels douche, afin d'apporter une caution de douceur aux produits», analyse Bernard Fabre, phytochimiste, responsable du laboratoire des produits végétaux pour Klorane.

### En hiver, une solution anti-tiraillement

Les graines de lin sont riches en polyholosides (des sucres complexes) qui ont la particularité de retenir l'eau dans la peau et en mucilages, des molécules un peu épaisses qui restent en surface pour colmater les brèches de l'épiderme. L'huile extraite de ces graines se polymérise au contact de l'air.

«L'huile durcit et forme un film protecteur en surface», précise

Bernard Fabre. Cette couche recouvre les trous de la couche cornée fragilisée, qui retrouve son imperméabilité et freine ainsi la déshydratation.

«Elle laisse une enveloppe soyeuse avec un toucher particulièrement doux et agréable sur l'épiderme», poursuit le spécialiste. En reconstituant la barrière hydrolipidique, le lin apaise en même temps les sensations d'irritation et d'inconfort. Emollient, il assouplit les tissus et soulage les tiraillements dus à une réaction inflammatoire.

### Plus de fermeté, moins de relâchement

Le lin donne au visage plus de densité, de «pulpeux». Il stimule la synthèse des glycosaminoglycans, dont l'acide hyaluronique. Ces macromolécules essentielles retiennent l'eau dans les différentes

couches de la peau, comme une éponge. Grâce à elles, le matelas de soutien est comme regonflé et son élasticité est améliorée. Le lin forme aussi une pellicule protectrice autour du collagène, qui le préserve de l'oxydation et de toutes dégradations. Il retarde ainsi le relâchement cutané dû au vieillissement des tissus.

### Des cheveux qui retrouvent de leur superbe

Ces propriétés redensifiantes ne sont pas réservées au visage, car le lin permet d'étoffer une chevelure trop fine. Puisque «les mucilages du lin sont précieux pour épaissir et gagner également les cheveux», ajoute Bernard Fabre. En fait, ils entourent la fibre capillaire pour augmenter son diamètre. Et comme

ils se rigidifient, ils apportent de la tenue et de l'ampleur au cheveu, un peu comme un tuteur. Moins filasse, la chevelure est plus facile à coiffer et retrouve de sa superbe.

### Des bienfaits aussi pour la santé

Si cette plante a de nombreuses vertus en application locale, elle est aussi très intéressante quand elle est prise par voie orale. Car les graines de lin sont très riches en oméga-3, et en particulier en acide alpha-linolénique. Cet acide gras essentiel n'est pas fabriqué par l'organisme. Or, il consolide la barrière cutanée et contribue à une bonne hydratation de la peau. Il a aussi un effet sur la dépression et améliore le moral. Enfin, les qualités hygroscopiques du lin facilitent la diges-



## Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL

MAHMOUDI INFO

Le fondateur

Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



## SPORTS

Demi-finale de la Coupe d'Algérie/USMBA-RCZ à 16h

## La Mekera pour une place au soleil

Judo/Championnats d'Afrique 2018  
Benamadi sacré champion

■ Le judoka algérien Abderrahmane Benamadi a été sacré champion d'Afrique de la catégorie (-90kg), en s'imposant en finale devant le Tunisien Oussama Snoussi, jeudi à Tunis.

C'est la deuxième médaille algérienne décrochée lors de cette première journée de compétition, après la médaille d'argent de Souad Bellakehal qui s'est inclinée, plus tôt, face à la Marocaine Asma Niang en finale de la catégorie (-70kg).

Sonia Asselah (+78 kg) sont en finale de leurs catégories respectives.

Au total, 176 judokas (107 messieurs et 69 dames), dont 19 Algériens, issus de 25 nations prennent part à ces championnats d'Afrique.

Les épreuves individuelles sont prévues les 12 et 13 avril, alors que la compétition par équipes se disputera le 14 du même mois.

Kaouther Ouallal offre une 2e médaille d'or à l'Algérie

La judokate algérienne Kaouther Ouallal a conservé son titre de championne d'Afrique de la catégorie (-78 kg), en battant en finale la Tunisienne Sarra Mzougui, jeudi à Tunis.

C'est la deuxième médaille d'or algérienne dans la compétition après celle obtenue, un peu plus tôt, par Abderrahmane Benamadi qui a été sacré champion d'Afrique de la catégorie (-90kg), en s'imposant devant le Tunisien Oussama Snoussi.

De son côté, Souad Bellakehal (-70 kg) s'est contentée de la médaille d'argent après sa défaite en finale face à la Marocaine Asma Niang.

Deux autres algériens, à savoir, Lyès Bouyacoub (-100 kg) et Sonia Asselah (+78 kg) sont en finale de leurs catégories respectives.

Au total, 176 judokas (107 messieurs et 69 dames), dont 19 Algériens, issus de 25 nations prennent part à ces championnats d'Afrique.

Les épreuves individuelles sont prévues les 12 et 13 avril, alors que la compétition par équipes se disputera le 14 du même mois.



L'USM Bel Abbès affrontera cet après-midi le petit poucet, du RC Zaoui, club appartenant à la wilaya de Blida, pour le compte des demi-

finales de la Coupe d'Algérie et qui se joue au stade du 24 février de Sidi Bel Abbès. Le match ne devrait pas échapper aux gars de la Mekera qui souhaitent revivre le scénario de 1992,

année où ils atteindront la finale face à la JSK et s'adjugeront le trophée après leur victoire (2/1). Les poulains de Cherif El Ouzani ne pensent qu'à la manière de décrocher ce ticket qualificatif pour la demi-finale de la Coupe d'Algérie et se donneront certainement à fond pour réussir cet objectif. Et même s'ils partent favoris, ils devront quand même respecter cet adversaire qui même s'il est d'une division inférieure pensera quand même à déjouer les pronostics et créer un autre exploit. Les gars de Bel Abbès savent ce qui les attend et se donneront à fond pour tenter d'atteindre la finale et faire plaisir à leurs supporteurs qui se rendront certainement en nombre pour apporter leur soutien à leurs joueurs. Le coach de l'USMBA, Cherif El Ouzani, indiquera qu'il s'agit d'une rencontre très difficile devant un adversaire qu'il faut respecter. «Si Zaouia est arrivé à ce stade de la compétition, c'est qu'elle a mérité cela, et il faudra donc que nous l'affrontions avec respect et considération», dira le driver des Rouge et Vert. La formation du RCZ, de son côté, ne compte pas s'arrêter en si bon chemin après avoir créé la sensation et atteint le dernier carré, sachant qu'il s'agit d'une équipe qui évolue en régionale I de Blida. Le coach, Réda Zouani, un ancien de l'USMB, pense que son équipe n'a rien à perdre lors de ce match, et que la pression sera du côté de l'adversaire qui se doit de se qualifier car il est d'une division plus importante, en plus du fait que le club a déjà réussi un grand exploit en arrivant à ce stade de la compétition.

Imad M.

## Ligue I Mobilis/match avancé

## L'USMA se fait accrocher encore

■ L'USM Alger s'est fait accroché à domicile par la formation de l'O Médéa sur le score de (1/1), lors du match avancé qui s'est joué jeudi soir au stade de Bologhine, pour le compte d'un match retard de la 25e journée de la Ligue I Mobilis. Ce nul complique la situation des Rouge et Noir qui s'éloigne de plus en plus de la course au podium, sachant que c'était là l'objectif principal du club

algérois qui souhaitait obtenir la seconde place au classement général qui lui permettrait de jouer la Ligue des champions d'Afrique la saison prochaine. L'USMA est donc à la quatrième place en compagnie du NAHD et du MCO avec 39 points dans son escarcelle. L'O Médéa, lui, est à la 11e place en compagnie du DRBT.

R.S.

## Classement FIFA

## L'Algérie recule de deux places (62e)

■ La sélection algérienne de football a perdu deux places au classement de la Fédération internationale (FIFA) du mois d'avril 2018 publié jeudi et occupe désormais la 62e position, tandis que l'Allemagne reste au sommet de la hiérarchie mondiale. Les Verts qui ont disputé deux matchs amicaux en mars dernier respectivement face à la Tanzanie (victoire 4-1) et l'Iran (défaite 2-1) totalisent 516 points. Les coéquipiers de Ryad Mahrez sont à la 11e place au niveau africain, derrière la Tunisie (14e), le Sénégal (28e), la RD Congo

(38e), le Maroc (42e), l'Egypte (46e), Nigeria (47e), le Cameroun (51e), le Ghana (51e), le Burkina Faso (53e) et le Cap-Vert (58e).

Le Portugal, prochain adversaire de l'équipe nationale en amical en juin prochain, est à la 4e place mondiale. Dans le haut du tableau, l'Allemagne, suivie du Brésil et de la Belgique, a conservé la tête du classement mensuel de la FIFA au sein d'un Top 10 où la France grimpe à la 7e place. Le prochain classement mondial FIFA sera publié le 17 mai 2018.

## Ligue 2 Mobilis (26e journée)

## Le choc MOB-ASAM à l'affiche

■ Le choc MO Béjaïa-AS Aïn M'lila, entre leader qui recevra son Dauphin, sera à l'affiche de la 26e journée de Ligue 2 Mobilis de football, prévue ce samedi, et qui sera marquée également par d'autres chauds duels, entre autres GC Mascara-WA Tlemcen pour le maintien. Seuls à la première place depuis la précédente journée et leur triomphe dans le grand derby de Béjaïa contre la JSMB (2-0), les Crabes sont déjà soumis à rude épreuve en quête de défendre ce trône fraîchement conquis, car appelés à défier l'ancien leader, aujourd'hui Dauphin, et qui se porte relativement bien en ce moment, comme en témoigne sa dernière victoire contre la coriace équipe de l'ASM Oran (2-1). Cependant, il est attendu au tournant par plusieurs concurrents qui guettent la moindre occasion de le coiffer au poteau dans cette dernière ligne droite du parcours, le MOB n'aura aucun droit à l'erreur face à l'ASAM, surtout qu'il bénéficiera de l'avantage du terrain et du soutien de ses fidèles supporteurs pour la

deuxième fois consécutive. Même si l'objectif est diamétralement opposé, l'enjeu sera tout aussi important dans le duel GC Mascara-WA Tlemcen, entre le dernier qui recevra le 11e, car l'issue de cette confrontation entre mal classés peut s'avérer déterminante dans la course au maintien, surtout qu'il ne reste plus que cinq journées avant la tombée de rideau. Autres duels intéressants qui vaudraient probablement le détour, CA Bordj Bou Arréridj - RC Relizane, entre clubs du sommet de tableau qui essayent de se relancer dans la course aux premiers rôles. Un espoir loin d'être farfelu, d'une part parce que lesdits clubs sont dans un couloir relativement intéressant, mais aussi parce qu'il reste 15 points à glaner avant la tombée de rideau. Un espoir que caresse particulièrement la JSM Skikda, sanctionnée d'un match perdu contre l'ASO Chlef par la commission de discipline de la LFP et qui cherchera donc à se relancer ce week-end, en accueillant la mal classé, RC Kouba. De son côté, la lanterne rouge CA

Batna sera en mission difficile chez le MC Saïda (8e), tout comme la JSM Béjaïa (3e), qui sera appelée à se rendre chez le MC El Eulma (premier non relégable) et qui voudra probablement profiter de l'avantage du terrain au cours de cette 26e journée pour s'éloigner de la zone de turbulences. Le dernier match inscrit au programme de cette journée mettra aux prises l'Amel Boussaâda (9e) et le CRB Aïn Fekroune (avant-dernier). Un match à grands enjeux encore, particulièrement pour les «Tortues» qui jouent leur survie en Ligue 2.

I.M.

**Le programme :**  
Samedi 14 avril 2018 à 16h :  
ABS-CRBAF  
CABBA-RCR  
GCM-WAT  
JSMS-RCK  
MCEE-JSMB  
MOB-ASAM  
MCS-CAB

## Clubs professionnels

## Hattab appelle à réserver la subvention à la formation

■ Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, a indiqué jeudi à Alger que la subvention financière attribuée aux clubs professionnels de football est consacrée exclusivement à la formation et la prise en charge des jeunes catégories sans qu'elle soit orientée pour le paiement des salaires de joueurs et entraîneurs.

Lors d'une séance plénière du Conseil de la nation, consacrée aux questions orales, le ministre a indiqué que «les aides attribuées par l'Etat aux clubs professionnels de football doivent être utilisées pour la promotion de ce sport, la création des écoles et centres de formation, l'hébergement et le transport des joueurs, selon les dispositions de la loi sur le sport 13-05 et la convention signée entre la tutelle et les clubs concernés.

«L'Etat contribuera chaque saison à hauteur de 3 à 4 millions de dinars pour la prise en charge des jeunes catégories, mais les clubs utilisent cette subvention pour leur préparation à l'étranger», a relevé Hattab, soulignant que «les sorties à l'étranger doivent être financées par les fonds propres des clubs.»

Le premier responsable du sport a appelé, à cette occasion, les clubs à programmer leurs stages au niveau des infrastructures sportives dont dispose l'Algérie, notamment l'Ecole nationale des sports olympiques à Sétif ou le Centre du sport et de loisirs à Tikjda (Bouira).

Répondant à une autre question émanant du député, Nouredine Belatreche, sur une réflexion lancée par le MJS pour venir à l'aide des clubs mythiques de football, à l'image de l'Espérance de Mostaganem et le Ghali Ain Tedles, créé en 1917, le ministre a indiqué «que cela dénote de la concurrence entre les clubs et l'Etat ne peut privilégier un club par rapport à un autre et le seul critère dans cette histoire, c'est la performance de chaque équipe». Le ministre a appelé les opérateurs économiques public et privés à investir dans le football, le sport le plus populaire en Algérie.



## Ligue des Etats arabes L'Algérie pour une réforme profonde

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a appelé dans une adresse à la réunion ministérielle préparatoire au 29<sup>e</sup> Sommet de la Ligue des Etats arabes qui se tient à Riyadh, à l'accélération du processus de réforme de la Ligue des Etats arabes afin qu'elle puisse relever les défis auxquels est confronté le Monde arabe, notamment la multiplication des crises et des conflits et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

L'Algérie a déjà appelé, lors de plusieurs réunions précédentes des organes de la Ligue arabe, à conduire une réforme profonde de l'Organisation panarabe, rappelle-t-on.

S'agissant des conflits et crises, M. Messahel a réitéré la position de l'Algérie pour la promotion de solutions politiques aux crises qui secouent certains pays arabes, dans le cadre du respect de la souveraineté des pays et de la volonté des peuples et en dehors de toute ingérence étrangère.

Le chef de la diplomatie algérienne a également abordé la question palestinienne. A cet égard, il a souligné que cette question a connu dernièrement des développements dangereux et que le Monde arabe doit faire face à ce genre d'actes qui sont de nature à compromettre le processus de paix.

Il a réitéré, dans ce cadre, la position de l'Algérie, soutenant le peuple palestinien dans sa cause juste pour l'établissement de son propre Etat indépendant sur les frontières de 1967 avec Al Qods Echarif comme capitale.

M. Messahel a également abordé la question de la lutte contre le terrorisme en indiquant que les victoires emportées contre les groupes terroristes dans certaines régions doivent être appréhendées avec le risque qu'elles véhiculent concernant le retour des combattants terroristes étrangers. Il a indiqué, à cet égard, que la vigilance doit rester de mise et que la coopération internationale doit être renforcée pour faire face à ce phénomène qui menace la sécurité des Etats.

R. N.

## Crash de l'avion militaire Bouteflika reçoit un message de condoléances d'Emmanuel Macron

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a reçu hier un message de condoléances du président français, Emmanuel Macron, dans lequel il exprime l'«amitié» et la «pleine solidarité» de son pays à l'Algérie suite au crash de l'avion militaire survenu mercredi à Boufarik (Blida) qui a fait 257 morts. «J'ai appris avec tristesse et consternation qu'une catastrophe aérienne avait frappé l'Algérie le 11 avril. J'ai été profondément affligé par le bilan élevé de ce terrible accident», a écrit M. Macron dans son message.

«Dans ces circonstances douloureuses, je tiens à vous exprimer, personnellement et au nom du peuple français, nos plus sincères condoléances aux familles des victimes, aux forces armées et à tout le peuple algérien», a-t-il poursuivi. «La France assure l'Algérie de son amitié et de sa pleine solidarité dans cette épreuve», a souligné le président français.

R. N.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

L'ALGERIE EN DEUIL



Batna

## Destruction de 17 bombes de confection artisanale



**D**ix-sept bombes de confection artisanale ont été détruites mercredi à Batna par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une opération de fouille et de ratissage menée à Batna (5<sup>e</sup> Région militaire), le 11 avril 2018, un détachement de l'ANP a découvert et détruit 17 bombes de confection artisanale», précise la même source.

Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP «ont intercepté à Tamanrasset (6<sup>e</sup> RM) et Tindouf (3<sup>e</sup> RM), cinq contrebandiers et saisi un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, une quantité de munition, ainsi que 2,6 tonnes de denrées alimentaires, 12 000 litres de carburant, 8 200 comprimés de psychotropes, six groupes électrogènes, sept marteaux-piqueurs et quatre détecteurs de métaux». Dans le même contexte, des détachements combinés de l'ANP «ont arrêté, lors d'opérations distinctes menées à Tlemcen (2<sup>e</sup> RM), Jijel (5<sup>e</sup> RM) et Djanet (4<sup>e</sup> RM), deux narcotrafiquants et saisi 104 kg de kif traité, tandis que des éléments de

la Gendarmerie nationale ont intercepté à Adrar (3<sup>e</sup> RM), trois contrebandiers et saisi deux armes à feu et 6 020 cartouches de cigarettes. Aussi, 1 860 unités de différentes boissons ont été saisies à Biskra et El Oued (4<sup>e</sup> RM)». D'autre part, des détachements combinés de l'ANP «ont appréhendé 159 immigrants clandestins de différentes nationalités à Ghardaïa, Biskra et Tlemcen, alors que des garde-côtes ont déjoué à El Kala (5<sup>e</sup> RM), une tentative d'émigration clandestine de quatre personnes à bord d'une embarcation de construction artisanale», souligne le MDN.

H. R.

Jijel

## 276 cas suspectés de rougeole

**Q**uelque 276 cas suspectés de rougeole ont été signalés depuis mars dernier dans 20 communes de la wilaya de Jijel, a révélé hier un responsable des services de la direction locale de la santé et de la population (DSP).

Le chef de service de prévention à la DSP, Bilal Daâs, a indiqué que ces cas avaient été signalés dans les communes d'El Milia et Sidi Maârouf notamment, précisant «qu'aucun malade atteint n'a été hospitalisé pour le moment». Détaillant que 93 cas suspects de rougeole ont été recensés depuis le début du mois d'avril en cours, il a révélé que le taux de vaccination contre la rougeole et la rubéole, dont 110 583 scolarisés âgés entre 6 et 14

ans, a atteint 30 %».

Le responsable a, dans ce sens, rappelé que cette campagne de vaccination contre la rougeole et la rubéole, lancée en décembre dernier, avaient été prolongée, appelant à cette occasion les parents d'élèves de s'approcher des structures de santé pour vacciner leurs enfants.

Pour rappel, la DSP de Jijel a ouvert 42 centres de vaccination au niveau des six établissements publics de santé de proximité (Epsp) à travers les communes de la wilaya et a mobilisé 53 médecins, 21 psychologues, 54 paramédicaux pour assurer le bon déroulement de cette opération.

H. Y.

## ACTU...

Tlemcen

### Importante saisie de kif

Les services de la Gendarmerie nationale ont saisi, ces deux derniers jours dans la wilaya de Tlemcen, 52,7 kg de kif traité dans deux opérations distinctes, a-t-on appris jeudi à Oran auprès de ce corps de sécurité.

La même source a indiqué que les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Boukanoun, localité située près des limites de la frontière ouest, ont procédé à la saisie d'une quantité de 46 kg de kif traité découverte dissimulée au milieu des buissons sur la bande frontalière ouest. Cette opération a été effectuée lors d'une patrouille. La même source a ajouté que des éléments de la Gendarmerie nationale du groupement de wilaya de Tlemcen qui assuraient la sécurité routière ont arrêté, lors d'un barrage fixe dressé au niveau d'un axe routier de la wilaya, le conducteur d'un véhicule touristique et découvert, après fouille, une quantité de kif traité estimée à 6,7 kg. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Tlemcen pour déterminer les tenants et aboutissants de ces deux affaires, selon la même source.

L. Y.

Changement climatique

### Le gouvernement américain attaqué en justice par des enfants

Un procès opposant des enfants au gouvernement américain, accusé de ne pas avoir su protéger les ressources naturelles de la planète en consommant des énergies fossiles, débutera le 29 octobre, a annoncé jeudi une organisation soutenant les plaignants.

L'affaire, portée devant la justice par 21 enfants, adolescents et jeunes Américains, sera jugée par un tribunal fédéral situé dans l'Oregon, dans le nord-ouest des Etats-Unis, a précisé Our Children's Trust. La plainte avait été déposée en 2015, lorsque le président démocrate, Barack Obama, était au pouvoir. Les jeunes plaignants «assurent que le gouvernement américain, en créant volontairement un modèle énergétique national provoquant un changement climatique, a violé leurs droits constitutionnels à la vie, à la liberté et à la propriété», selon la même source.

«En fixant la date du procès au 29 octobre, le tribunal reconnaît l'urgence de la crise climatique», a estimé l'un des avocats des jeunes, Phil Gregory. Lors du dépôt de leur plainte, les plaignants avaient assuré que le gouvernement américain connaissait depuis 1965 les risques d'une augmentation des émissions de gaz à effet de serre, mais qu'il n'avait pas fait assez pour les réguler.

R. I.

Météo

### De fortes pluies affecteront les wilayas du Centre

De fortes pluies parfois sous forme d'averses affecteront les wilayas du Centre à partir de la soirée de vendredi, a indiqué l'Office national de météorologie dans un bulletin météo spécial (BMS).

Les wilayas de Chlef, Aïn Defla, Tipasa, Alger, Blida et Médéa connaîtront ce changement climatique du vendredi à 21 h à samedi à 21 h, avec des cumuls estimés qui atteindront ou dépasseront localement 70 mm durant la validité, ajoute la même source.

Les wilayas du nord de Laghouat, nord de Djelfa, Tiaret, Tissemsilt, Bouira, Tizi ouzou et Boumerdes seront concernés également par ces fortes pluies du vendredi à 21 h à samedi à 18 h, avec des cumuls estimés qui atteindront ou dépasseront localement 40 mm durant la validité.

R. N.